

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 288. — 28 MAI 1966



(Photo Keystone.)

LE PACTE DE VARSOVIE A L'ÉPREUVE ROUMAINE

(p. 6)

Six heures pour le Vietnam

La gauche française bénéficie sur le problème du Vietnam d'une situation privilégiée. D'abord, le fait que le colonialisme y ait, autrefois, porté les couleurs françaises, comme les campagnes menées à cette occasion, font que le Vietnam n'est pas un problème aussi étranger et aussi lointain pour les Français qu'il peut l'être pour les Italiens ou les Anglais. Et surtout, les ambiguïtés du gaullisme sur ce problème, l'attitude générale qu'il adopte vis-à-vis de l'hégémonie américaine, font, qu'il n'existe guère en France, de clan ouvertement favorable à l'agression américaine — si l'on excepte quelques excités d'extrême-droite — et

l'agression américaine et les infiltrations nord-vietnamiennes. Et ce n'est pas la personnalité du contre-ministre chargé de la politique étrangère au contre-gouvernement qui nous rassure quant aux prises de position ultérieures en ce domaine. On a aussi l'impression très nette que dans l'impossibilité d'une très large unité sur ce problème avec la Fédération ou avec la S.F.I.O., le Parti communiste répugne à envisager des actions de masses unitaires qu'il risquerait de ne pas contrôler, totalement. Un article récent de *l'Humanité*, qui prenait violemment partie en « Centre de coordination contre la guerre du Vietnam » qui n'existait pas encore, se terminait par l'affirmation que les communistes, eux, soutenaient les actions du Mouvement de la Paix. Il paraît difficile de se contenter de cette position.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu, depuis de nombreuses semaines, des contacts entre différents Comités (Comité « Scriboine », Comité d'Action contre la guerre du Vietnam), des Mouvements comme le M.C.A.A. ou le Mouvement de la Paix, le Collectif des organisations syndicales universitaires (U.N.E.F., S.N.E. Sup, syndicat des chercheurs, etc.), diverses organisations, études confessionnelles et les partis politiques de gauche. Ce sont ces contacts qui ont abouti à l'appel lancé par vingt et une personnalités intellectuelles et l'organisation de la manifestation du 26 « Six heures pour le Vietnam ». On ne peut que se réjouir d'une telle initiative. D'abord, parce que la forme choisie est relativement nouvelle. Il y aura une partie « spectacles » à laquelle participeront notamment, Roger Blin, Joris Ivens, Hugues Auffray et bien d'autres, mais il y aura aussi quatre « teach-in » simultanées, qui porteront sur « la situation au Sud-Vietnam », « La lutte contre la guerre du Vietnam dans le monde », « L'impérialisme américain dans le Sud-Est asiatique » et « Le Vietnam et la France ». Enfin — et surtout — du succès de cette manifestation, dépend pour une large mesure, le développement d'initiatives ultérieures et l'existence d'une coordination générale des forces qui luttent contre la guerre du Vietnam. Le P.S.U., pour sa part, soutient activement les « Six heures pour le Vietnam ».

J. K.

Communiqué à la presse

L'agression américaine contre le peuple sud-vietnamien s'aggrave chaque jour. Il devient de plus en plus nécessaire que, au-delà des ambiguïtés gaullistes, la gauche française intensifie son action pour le droit à l'indépendance du peuple vietnamien.

Dans ces conditions, la Fédération de Paris du P.S.U. se félicite de l'initiative prise récemment par vingt et un intellectuels. Elle apporte son soutien à la manifestation organisée le 26 mai, de 18 heures à 24 heures à la Mutualité et demande à tous ses adhérents et sympathisants d'y participer nombreux.

re au Vietnam, en premier lieu, par l'armée de l'air américaine, et réclame des initiatives en vue de rechercher, de toute urgence, une fin négociée de la guerre en s'appuyant, en particulier, sur les récents événements politiques du Sud-Vietnam.

« Je vous envoie, en même temps, un exemplaire de *Tribune* commentant en page 7 cet amendement. Je souhaite que vous le trouviez utile.

« Je peux vous assurer que beaucoup d'entre nous, au sein du Labour Party, allons continuer de mener la bataille à ce sujet avec toute la vigueur possible.

« Avec mes meilleurs vœux, « Sincèrement vôtre. »

Nous espérons que les efforts pour la paix au Vietnam s'appuieront sur une fraction de plus en plus large du Labour Party et des travailleurs de Grande-Bretagne.

Erratum

Une coquille typographique nous a fait dire dans le précédent numéro que le camarade Georges Servet avait donné sa démission de membre du Comité politique national, alors qu'il s'agit du camarade Georges Servent.

Appel

La guerre faite au peuple vietnamien ne cesse de s'aggraver.

L'occupation américaine au Sud-Vietnam fait de plus en plus appel à des moyens inhumains (tortures, massacres de prisonniers et de civils, anéantissements de villages, napalm) pour se maintenir malgré l'opposition populaire.

Au Nord, la reprise et l'intensification des bombardements, l'escalade conçue par le Pentagone risquent de conduire l'humanité vers une guerre généralisée.

Nous ne pouvons rester silencieux. Nous sommes tous concernés par la lutte que mène un peuple pour choisir lui-même son destin.

Nous souhaitons l'union de toutes les forces qui, en France et dans le monde, notamment aux U.S.A., luttent contre la guerre au Vietnam et soutiennent le combat que mène le peuple sud-vietnamien pour son indépendance sous la direction du Front national de Libération.

Nous appelons, le 26 mai, à la Mutualité, de 18 h. à 24 h., à la manifestation :

« SIX HEURES POUR LE VIETNAM »

H. Bartoli, P. Biquard, J. Dresch, R. Dumont, P. Fraysse, A. Hauriou, J. Ivens, V. Jankelevitch, J.-P. Kahane, A. Kastler, E. Labrousse, J.-J. Mayoux, J.-F. Nallet, J. Oreel, J.-C. Pecker, M. Reberlioux, P. Ricœur, R. Ruhlmann, J.-P. Sartre, L. Schwartz, P. Vidal-Naquet.

font aussi que les explications politiques sur la nature profonde de l'impérialisme américain rencontrent un milieu favorable.

Et pourtant les actions de masse sur ce problème n'ont pas, jusqu'ici, atteint un niveau satisfaisant. Il est vrai que la gauche est divisée sur ce problème, comme elle l'est sur l'ensemble de la politique extérieure. On a l'impression très nette que la Fédération démocratique et socialiste en est restée aux déclarations de François Mitterrand pendant la campagne présidentielle, qui renvoyaient dos à dos

La gauche travailliste contre la guerre du Vietnam

E. Depreux a écrit à Michaël Foot : « Mon cher camarade,

« J'ai appris par des dépêches de presse que soixante-dix-huit députés de l'aile gauche travailliste, en tête desquels vous figurez, avaient déposé un amendement au discours du Trône en faveur d'une politique de paix au Vietnam.

« Mes amis et moi sommes vivement intéressés par cette initiative et je vous serais très reconnaissant de bien vouloir m'envoyer le texte de cet amendement, au besoin accompagnée de commentaires, notamment sur sa répercussion au sein du Labour Party et dans l'opinion britannique.

« Recevez, mon cher camarade, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux, que vous voudrez bien partager avec tous les amis qui méritent le bon combat pour la paix. »

Michaël Foot a répondu le 5 mai :

« Mon cher camarade,

« Je vous remercie vivement de votre lettre.

« L'amendement au discours du Trône, qui a été signé par soixante-dix-huit membres du Parlement, a été ainsi rédigé : « ...mais regrette que le discours du Trône ne contienne aucune référence à la dangereuse intensification de la guer-

Réunions du parti

Vendredi 27 mai. — Cherbourg : Marc Heurgon.

Vendredi 3 juin. — Evreux : Collette Audry ; Nîmes : Claude Bourdet.

Herstal : la grève est finie, la solidarité continue

La souscription en faveur des ouvrières grévistes d'Herstal demeure ouverte jusqu'à la fin du mois de juin, bien que le mouvement de grève soit maintenant achevé. En effet, ces femmes courageuses ont maintenant à faire face à des problèmes matériels nombreux pour remettre leur budget en équilibre.

Le P.S.U. se doit de les aider. Envoyez vos dons à Claudine Muller, C.C.P. 69-10-58 Paris, avec la mention « Pour les grévistes belges ».

Bellegarde : succès de la gauche unie

On votait à Bellegarde, le 15 mai, pour élire le nouveau conseil municipal à la suite de la fusion des communes de Bellegarde et Coupy.

Deux listes étaient en présence : — liste de droite conduite par R. Rendu, ancien maire de Coupy ; — liste de gauche conduite par L. Chanel, ancien maire de Bellegarde et sur laquelle figurait notre camarade Jean Marinot (P.S.U.).

Ce fut une victoire totale de la gauche puisque le candidat le moins favorisé de cette liste obtint 600 voix de plus que le candidat le mieux placé de la liste de droite.

Il est à noter que la gauche a nettement accru son avance par rapport aux élections de 1965.

Cela est la conséquence logique du dynamisme et de l'effort en matière sociale entrepris par la jeune municipalité de Bellegarde depuis un an.

Protestation contre l'implantation d'une base de lancement de fusées atomiques en Haute-Provence

Contre l'implantation en Haute-Provence, au plateau d'Albion, d'un ensemble stratégique d'engins balistiques, les personnalités soussignées élèvent, face aux pouvoirs publics, une nouvelle et énergique protestation.

La force de frappe n'atteindra en définitive que les Français qu'elle prétend protéger, alors qu'elle les expose à la pire condition. Et l'un des plus beaux sites de France sera défigurés. Ces personnalités assurent les élus et les populations, en lutte contre l'absurde et coupable projet, de leur solidarité.

Raymond Aron, de l'Institut, Suzanne Aron, Marcelle Auclair, Alain Badiou, Roland Barthes.

Jean Beaufret, Simone de Beauvoir, Maurice Blarçhot, Georges Blin, professeur au Collège de France, Jean-Louis Bory, P. Bourdieu, directeur d'études à l'E.H.E., Pierre Boulez, Jacques de Bourbon-Busset, Jean Cassou, René Char, René Clair, de l'Académie française.

A. Darbel, Luc Decaunes, Jean-Marie Domenach, prof. Jean Dresch, Guy Dumur, Jean Duvidaud, M. le doyen Daniel Faucher, Max-Pol Fouchet, Robert Gallimard, Jean Giono, professeur G.G. Granger, professeur Jean Grenier, Louis Guilloux.

Professeur Raymond Jean, Henri Laugier, professeur Henri Lefebvre, Michel Leiris, Jacques Madaule, Edgar Morin, professeur Georges Mounin, Maurice Nadeau, Pierre Naville, Pierre Nora, Brice Parain, Jean Paulhan, de l'Académie française, Jacques Prévert, Alain Resnais, Marthe Robert, présidente, Emile Roche, Jean Rostand, de l'Académie française, Jean-Paul Sartre, Pierre Seghers, Jean Vilar, Christian Zervos.

La liste reste ouverte en vue d'une prochaine impression. Adresser les signatures à René Clair, l'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse).

Nécrologie

La section de Perpignan a le profond regret d'informer les camarades du décès de notre camarade Raymond Batalla à la fois l'un des vétérans et l'un des militants les plus dévoués de la Fédération des P.O. Il avait participé assidûment à toutes les actions et à toutes les luttes depuis la création du P.S.U. à Perpignan.

T.S. s'associe à la peine des camarades de Perpignan.

Naissance

M. et Mme Jean Berriot sont heureux de vous faire part de la naissance de leur fils Christian né le 6 mai 1966.

Le S.N.E. - Sup présente son bureau à la presse

Vendredi 20 mai, dans les salons de la « Closerie des Lilas », à Paris le nouveau bureau du Syndicat national de l'Enseignement supérieur (F.E.N.) s'est présenté aux journalistes et son nouveau secrétaire général, Fontaine, professeur à l'École vétérinaire d'Alfort, a défini la ligne syndicale pour 1966-1967.

C'est un rappel de la plate-forme d'action immédiate définie par le congrès, que les lecteurs de T.S. connaissent déjà (voir article sur le naissent déjà (voir article sur le congrès du S.N.E.-Sup), et un nouveau motif d'hostilité à la réforme Fouchet : dans les Facultés de Lettres, les programmes proposés pour les nouvelles structures sont d'un conservatisme dépassant toute mesure — les éléments les plus rétrogrades de l'Université s'étant faits les complices du gouvernement dans l'élaboration de ceux-ci.

Fontaine a présenté officiellement le programme global de réforme des carrières pour les Facultés de Médecine. Ce programme, venant après le travail syndical sur l'instauration d'un cycle d'étude en biologie humaine (création obtenue du gouvernement après une action syndicale acharnée) constitue un premier exemple de plan complet, attaquant à la racine les structures universitaires médicales, bien dans l'esprit offensif du congrès.

L'absence des journalistes du *Figaro*, ce journal n'appréciant pas du tout la ligne syndicale anticonservatrice actuelle, a été très remarquée.

Tribune Socialiste tiendra ses lecteurs au courant des nouveaux développements de l'action du S.N.E.-Sup.

Succès du Parti Socialiste du Peuple aux élections danoises

Le P.S.U. entretient d'excellentes relations avec le Parti Socialiste du Peuple au Danemark dont les positions sont très proches des siennes, notamment dans le domaine de la politique extérieure (indépendance totale vis-à-vis des deux blocs).

Aussi, avons-nous lu avec un vif plaisir le rapport que nous ont adressé nos camarades à la suite des élections municipales du 8 mai. Ils sont en effet passés de 109.765 voix en 1962 à 169.000 voix et, en pourcentage, de 5 % à 7,3 %, tandis que les sociaux-démocrates, très puissants dans les pays scandinaves et inconditionnellement attachés au Pacte Atlantique reculaient de 39 à 36,2 % et que les communistes se maintenaient à 1 %.

Le pourcentage de nos camarades est d'autant plus intéressant qu'ils n'ont pas présenté de candidats partout, mais presque uniquement dans les grandes villes.

A Copenhague, nos amis ont enregistré de très grands progrès : 84.358 voix au lieu de 53.599 et 14 sièges au lieu de 9. Ils sont désormais le troisième parti, derrière les sociaux-démocrates (138.637 voix) et les conservateurs qu'ils ont talonnés (87.780).

Voilà qui est réconfortant pour tous les socialistes authentiques.

Edouard Depreux.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

<p>● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20</p>	<p>● Rédaction : 51, r. Maugemaiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60</p>
<p>● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.</p>	
<p>Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65</p>	
<p>6 mois 18 F 1 an 35 F Soutien : à partir de .. 70 F</p>	
<p>Changement d'adresse : 0,50 F.</p>	
<p>Directeur de la publication : Roger CERAT.</p>	
<p>LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9^e)</p>	

DA NANG : JOHNSON

n'a pas compris

« **H** IROSHIMA, Saint-Domingue, Da Nang ». C'est l'inscription que Cabot Lodge, l'ambassadeur américain, a lu sur les murs de Saïgon, en rentrant de Washington vendredi dernier.

Il rapportait des consignes plutôt confuses : laisser le général Ky réduire par la force l'insurrection bouddhiste de Da Nang et de Hué, en limitant la casse dans la mesure du possible, en évitant en particulier l'assaut sur les deux pagodes où s'étaient retranchés avec leurs pauvres armes les combattants de la nouvelle rébellion. Mieux valait les affamer.

Le calcul de Johnson et de Lodge n'était pas mauvais. Les derniers réduits de Da Nang sont tombés dans la nuit de dimanche à lundi. Les vaincus — parmi lesquels beaucoup de femmes et des enfants, le maire de la ville à leur tête — sont sortis entre deux haies de soldats armés jusqu'aux dents, les « gouvernementaux », qui les emmenèrent vers les camps de prisonniers, les interrogatoires et la « rééducation ». Vingt-quatre heures plus tard, Hué faisait sa capitulation, baptisée « ralliement » pour les besoins de la politique décidée à Washington et appliquée avec bonheur par Ky.

Le Vietnam tout entier attendait l'issue du combat accepté par les bouddhistes à Da Nang et à Hué, sur un terrain où ils ne pouvaient être qu'écrasés : l'affrontement militaire.

Refus de mourir

Frondes contre carabines automatiques, gourbins contre mitrailleuses, quelques fusils, de rares mortiers, contre des files de blindés, pas de munitions, pas de ravitaillement, pas d'équipement sanitaire, alors que l'armée de Ky s'appuie sur le gigantesque appareil logistique de la U.S. Army, de la U.S. Air Force, de la U.S. Navy, avec les cargos qui déversent jour et nuit sur les côtes vietnamiennes la surabondance inouïe des moyens qu'exige la guerre moderne, menée à l'américaine.

Dans le maquis, l'activité était réduite à presque rien. La Première Divi-

sion de cavalerie aéroportée U.S. était à peu près seule à faire la chasse au « vietcong ». Précaution évidente, destinée à empêcher que ne devienne possible une jonction entre la rébellion, qui dure depuis dix ans (et même vingt ans) et celle qui — depuis quelques mois, à travers des confusions, des

par

MARC VAUTIER

naïvetés politiques et des désespoirs — exprime pêle-mêle le refus de la grotesque dictature d'une poignée de généraux, le refus de la recolonisation, le refus de la guerre, le refus de mourir en tant que peuple.

Torture

L'attente a duré une semaine. La semaine sanglante de Da Nang.

Ce mardi soir, il restait des prisonniers à la torture (le président Johnson n'aurait garde, en s'y opposant, d'immiscer son pays dans ces « affaires intérieures vietnamiennes »).

Il restait une poignée de chefs insurgés qui n'avaient pas souscrit la capitulation sans combat de Hué : les généraux Thi et Dinh, le bonze Thich Tri Quang...

Il restait la grande pagode de Saïgon, ceinturée de barbelés et de troupes, évacuée par 2.000 personnes dans le cours de la journée ; deux mille hommes, femmes, enfants qu'on devait retrouver le lendemain, dans la rue (avec les étudiants qui avaient déjà fait une manifestation-éclair ce mardi) pour une « marche pacifique », si du moins elle n'était pas interdite in extremis.

Simulacres

Mais il restait encore, après la reddition de Da Nang et la capitulation de Hué, à peu près tout le Vietnam, qui

savait, qui sait, que la victoire du général Nguyen Cao Ky n'est qu'un simulacre. Comme le « gouvernement » de Ky n'est qu'un simulacre de gouvernement. Comme le « congrès militaire et populaire » réuni par Ky n'est qu'un simulacre de représentation populaire. Comme Ky lui-même n'est qu'un simulacre de chef d'armée, de gouvernement ou de quoi que ce soit d'autre.

Réalité

En face de ce théâtre d'ombres, la réalité c'est la faillite américaine à bâtir quelque régime que ce soit au Sud-Vietnam, et c'est la revendication populaire vietnamienne d'autodétermination.

Même dans ce « congrès militaire et populaire », dont tous les membres ont été choisis par Ky — et que les bouddhistes ont boycotté — il s'est trouvé des voix pour refuser l'alignement, pour suggérer par exemple que « le pouvoir devrait être entre les mains des bouddhistes ». Ces bouddhistes, les plus modérés d'entre eux, les plus enclins à un compromis, avaient déjà fait savoir, avant l'épreuve de force — si l'on croit une source diplomatique — qu'ils accepteraient une participation au « gouvernement » de Saïgon à la condition d'y détenir les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Information. Autrement dit, ils n'accepteraient d'entrer dans le fauxsemblant de légalité qu'on leur offre que s'ils s'assurent quelques chances de contrôler d'abord les élections promises et de faire valoir par ce biais ensuite leurs revendications politiques.

Or, ces revendications convergent vers une seule : la récupération par le peuple sud-vietnamien de la disposition de lui-même. Ce qu'exigeaient les vaincus de Da Nang, ce que continue de réclamer le peuple vietnamien, dans les villes comme dans les campagnes, l'Amérique de Johnson est toujours incapable d'y consentir. Elle agit comme si elle n'avait pas compris la leçon de Da Nang et des futurs Da Nang. C'est pourquoi la guerre continue.

URGENT

Il reste 15 jours pour commander
LES BONS DE SOUTIEN

Ne soyez pas négligents. Pensez-y et achetez-les.

Commandez vos carnets (10 F le carnet de 10 bons), 54, bd Garibaldi, Paris-15°.
C.C.P. : D. Garnier, n° 20898-21 Paris

ASSEMBLÉE NATIONALE

Triste débat sur un grand problème :
les collectivités locales

Plus les conditions quotidiennes de la gestion se technicisent, moins l'exercice du pouvoir se prête au dialogue. C'est le progrès technique lui-même qui fait peser, dans le monde moderne, la plus lourde menace sur la démocratie. La puissance bureaucratique d'un directeur d'usine nommé par un sournarkhoze ou un ministre est comparable à celle d'un directeur d'usine nommé par un conseil d'administration régi par la cooptation perpétuelle. L'expérience yougoslave tend à montrer que le directeur d'usine nommé par la commune sur proposition du collectif ouvrier présente une nocivité bureaucratique un peu moindre. Le régime de propriété, en tout cas, ne suffit point à régler l'affaire.

Qu'est-ce à dire ? et tout cela a-t-il quoi que ce soit à voir avec le navrant débat de la semaine dernière ? Ceci, qui est décisif : dans les structures techniques qui déterminent le monde développé d'aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, la complexité croissante des problèmes et l'interdépendance croissante des décisions provoquent une formidable concentration du pouvoir entre les mains de quelques dirigeants. A cette évolution que nulle structure délibérante n'est de taille à empêcher, il n'est qu'une seule limite : la préservation et le développement de contre-pouvoirs, d'organismes ou d'institutions dotés de suffisamment de puissance et d'autonomie pour résister à l'omnipotence d'un gouvernement central de plus en plus incontrôlable. La démocratie sera préservée par le développement de telles structures et leur dialogue avec le pouvoir central, ou elle sombrera. De toute évidence, les principales de ces structures sont les collectivités locales.

En fonction d'une telle ligne, le mouvement socialiste peut définir une politique précise des structures régionales et locales. Il peut s'opposer de manière convaincante à une politique gouvernementale faite d'incurie dans l'ordre financier et d'autoritarisme dans l'ordre politique.

La gauche indifférente

Au lieu de cela, le débat parlementaire de la semaine dernière sur les collectivités locales s'est déroulé dans la quasi-indifférence de l'opposition de gauche : ni les présidents des groupes parlementaires, ni les secrétaires généraux des partis, ni les dirigeants politiques les plus influents, ni même M. Mitterrand dont on pouvait penser qu'il aimerait choisir un terrain de combat pas trop encombré encore, n'ont daigné intervenir. Les orateurs de l'opposition socialiste se sont contentés de critiques acerbes à l'égard de la politique financière et fiscale du pouvoir, en même temps que d'une défense et illustration des libertés locales manifestement dépourvue de tout avenir.

Une fois de plus, l'insuffisance de la gauche socialiste laisse abusivement le centre monopoliser l'exploitation politique possible du débat : si l'intervention de Pleven ne définit aucune politique cohérente, elle n'en est pas moins celle qui comportait l'analyse critique la plus précise et la plus percutante de la politique du pouvoir. Et le seul homme qui se soit avancé jusqu'à esquisser quelques propositions — dont certaines au demeurant sont intéressantes — est le maire M.R.P. de Rennes, M. Tréville.

Tout cela n'a rien à voir avec ce que devrait être l'offensive des forces socialistes dans ce domaine.

Des silences révélateurs

Avant de proposer quelques lignes de réflexion aux camarades sur ce que pourrait être la politique régionale et locale du parti, il faut examiner ce qui s'est dit, et surtout ce qui ne s'est pas dit à l'Assemblée nationale les 17 et 18 mai 1966.

Que cela plaise ou non, il faut bien constater que la quasi-totalité des intervenants sont restés complices de la limite fondamentale que le pouvoir a imposée à ce débat. On peut parler tant qu'on voudra des ressources des communes : on ne parlera pas — tel était le sens de la déclaration gouvernementale — du développement de l'activité économique qui produit ces ressources. Ainsi conçu, le débat était évidemment riche de so-

lutions... mais cela permettait d'éviter le vrai problème qui gêne tout le monde, celui de la région. Un député communiste l'a évoqué, mais c'est à peu près pour en demander la suppression. Que les communes restent les plus petites possible et les moins regroupées possible, de manière que la mainmise du pouvoir soit nécessaire : elle sera de la sorte évidente, et on pourra s'en plaindre. Telle est en gros la ligne qui a été développée.

Ce silence général sur le rôle d'animation économique des collectivités locales, rôle décisif aussi bien pour assurer le développement des régions retardataires que pour fournir des ressources fiscales, ne s'est pas seulement traduit par l'enterrement complet de la région, qui est le niveau supérieur où doit se situer l'animation économique. Tous les départements dans lesquels les problèmes de développement se posent en termes d'urbanisation, c'est-à-dire la quasi-totalité, butent sur une difficulté grave : les assemblées départementales sont très souvent inefficaces devant



Des libertés fictives.

(Photo A.D.P.)

l'action nécessaire en matière de développement économique et social parce que les communes rurales y sont trop fortement représentées et les villes pas assez. La restructuration des Conseils généraux est une condition indispensable à toute politique d'animation de la province française. C'est à la fois une condition pour que les communes reçoivent du département l'assistance technique qui leur est de plus en plus nécessaire, et une condition pour que l'inévitable développement de structures régionales se fasse sous le contrôle constant d'élus en prise directe avec la base. Mais le déséquilibre de la représentation entre villes et campagnes est dans bien des Conseils généraux encore plus grave qu'il ne l'est au Sénat. C'est dire si une telle réforme serait douloureuse. On comprend le silence général.

Le contenu du débat

Pour le reste, de quoi a-t-on parlé ? Essentiellement d'argent, c'est-à-dire de l'équilibre financier des communes, de la croissance des besoins d'équipement et de l'augmentation des centimes.

Une première remarque s'impose : la déclaration gouvernementale lue par M. André Bord, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, est d'une prudence et d'un laconisme assez étonnants. Quelques chiffres sont donnés sur la croissance des opérations financières des communes pendant le V^e Plan sans que soient rappelés pour comparaison les chiffres du quatrième : ils étaient plus ambitieux. On mélange sans le dire des francs courants et des francs valeur 1962, on donne des montants de dépenses sans rappeler qu'ils sont en principe limitatifs si le Plan est respecté : si par hasard on a sous estimé les hausses de prix, notamment des terrains, cela voudrait dire qu'avec les mêmes montants de dépenses, on ferait moins d'opérations, etc.

De ce magma d'informations insuffisamment précises pour être compréhensibles, les députés ne se sont

pas offusqués. Pis, ils ne se sont pas indignés de ce que les ministres n'éprouvent même pas le besoin de leur communiquer les conclusions pourtant publiques des commissions compétentes du Plan auxquelles bien des maires de l'opposition avaient participé. Ces conclusions sont cependant simples : on ne peut équilibrer les comptes de l'ensemble des communes, dans les structures actuelles, qu'à condition de limiter beaucoup leur effort d'équipement ; les prévisions du V^e Plan correspondent à une aggravation du sous-équipement urbain par rapport aux besoins. Autre conclusion aujourd'hui notoire : il n'y a pas dans le Plan de solution aux problèmes financiers des communes de banlieue, pas plus qu'il n'y en a au problème de la Sécurité sociale.

Au lieu de quoi, les thèmes de la déclaration gouvernementale sont un rappel ambigu du Plan, sans moyen de mesurer combien il est restrictif, un plaidoyer pour l'autofinancement des communes, quasiment des excuses publiques pour n'avoir pas encore mis en œuvre la réforme de la fiscalité locale directe adoptée... en 1959, et des précautions politiques au sujet des regroupements de communes sous la forme de l'étonnante dernière phrase de la déclaration :

« A ceux qui préféreraient s'enfermer dans les structures du Moyen âge, on peut donner une double assurance : ils n'ont pas à redouter un regroupement autoritaire, mais les nouvelles générations leur signifieront sans tarder leur volonté de créer

core debout. Aucun pays en Europe ne connaît un mouvement d'urbanisation aussi puissant. Qui doit y faire face à titre principal ? les communes.

Ce sont surtout les villes moyennes et les banlieues de grandes villes qui sont affectées par ce mouvement. Or, le coût des équipements urbains nécessaires à un logement (rues, égouts, desserte en eau, gaz, électricité, téléphone, encadrement commercial, scolaire, administratif, etc.) augmente plus que proportionnellement au nombre d'habitants : l'équipement est d'autant plus onéreux que la ville est grande. Et comme ces besoins collectifs augmentent plus vite que les besoins privés, c'est-à-dire les achats courants sur lesquels est prélevée la taxe locale, le résultat est que ladite taxe locale n'augmente pas assez vite pour permettre aux communes de financer leurs équipements. Le régime gaulliste ayant par ailleurs décidé de régler ses difficultés financières par le freinage de la dépense budgétaire, et notamment des subventions aux communes, celles-ci ont été obligées d'augmenter très rapidement leurs impôts, les fameux centimes.

De 1959 à 1965, l'impôt sur les sociétés a augmenté de 50 % ; l'impôt sur le revenu des personnes de 33 % ; les impôts directs prélevés par les collectivités locales de 122 %. Pendant la même période, la taxe locale n'augmentait que de 77 %.

On voit donc qu'en moyenne, les conseils municipaux ont énormément augmenté leur pression fiscale pour faire face à leurs responsabilités. Il n'est plus possible que l'augmentation reste aussi rapide dans le proche avenir. Or le V^e Plan prévoit une diminution de la part relative des subventions et des prêts dans les ressources des communes : il devrait donc s'accompagner d'une accélération de la hausse des impôts communaux... de quoi renverser tous les conseils municipaux aux élections de 1971. On comprend l'inquiétude très générale de tous les élus. Le problème est sans solution prévue. Il est particulièrement grave dans toutes les communes en développement rapide.

Une politique socialiste
des institutions locales

Le mouvement d'urbanisation rapide en France va encore durer une bonne quinzaine d'années, ce qui est probablement suffisant pour faire craquer toutes les structures sociopolitiques du pays. Mais cela veut surtout dire que le coût de l'équipement urbain va continuer à augmenter très vite.

On ne peut trouver de solution à ce problème que dans une seule direction : il faut développer l'activité économique régionale et en réduire les inégalités pour que l'accroissement des ressources soit moins localisé sur la région parisienne. Cela suppose que des institutions non parisiennes auront le pouvoir de créer de l'activité économique.

Créer de l'activité économique, cela exige des moyens d'enseignement, de recherche, des bureaux d'études et d'importantes possibilités financières. C'est pour cette raison que le département devient progressivement trop petit pour pouvoir animer des projets régionaux de grande ampleur, et que nos communes dont la taille moyenne est inférieure des quatre cinquièmes à ce qu'elle est chez leurs voisins d'Allemagne ou de Grande-Bretagne sont hors d'état d'assurer leur propre développement.

On ne pourra régénérer la démocratie en France qu'en commençant par le niveau régional et local. Qui dit démocratie dit décision concertée : on ne fait pas assez attention à ce que la délibération sur une décision n'a de sens que si la taille et la puissance de l'organe délibérant sont adaptées aux décisions à prendre. Dans une agglomération de 400 communes comme Paris, ou même de 50 comme Lyon, seul le pouvoir central est de taille à décider : aucune des communes ne le peut, leur liberté est fictive. Communautés d'agglomérations ? Peut-être, mais les forces socialistes ne les acceptent que si des moyens financiers suffisants leur sont donnés. Régions ? Certainement, mais il faudra en faire des foyers de démocratie et de résistance au pouvoir central, si nécessaire. C'est cette ligne qui doit servir de critère pour juger les initiatives du pouvoir et formuler des contre-propositions dont le récent débat n'a guère fourni d'exemples.

NÉO-CAPITALISME

Les rapports entre l'État gaulliste et les sidérurgistes

Il y a quinze jours (numéro du 14 mai), « Tribune Socialiste » consacrait une double page à l'avenir de la Lorraine. L'évolution et les difficultés de la sidérurgie y étaient en particulier évoquées, et la responsabilité des maîtres de forges soulignée : imprévoyance sur la précarité des avantages de situation du bassin ; insuffisance des concentrations techniques ; lenteur du progrès scientifique (l'acier Thomas restant la règle, alors que l'étranger s'équipait massivement en aciéries à l'oxygène) ; absence d'industries de transformation ; refus de faire appel à des capitaux extérieurs...

Deux semaines seulement se sont écoulées et voici que le patronat sidérurgique présente son « plan professionnel », pour sauver les meubles qui peuvent encore l'être dans cette industrie concurrencée de plus en plus fort par les aciéries rivales du Japon et des pays neufs. Il est particulièrement intéressant de voir, à cette occasion, comment se passe le dialogue entre l'État gaulliste et les maîtres de forges. C'est un cas typique des mœurs néo-capitalistes actuelles (et qui porte sur l'avenir de centaines de milliers de travailleurs : donc fort significatif.

Qu'il faille rénover la sidérurgie où subsistent, à côté de complexes ultra-modernes (comme Dunkerque), des forges très vétustes, nul n'en disconvient. Et « T.S. » l'a clairement souligné voici quinze jours ; c'est même beaucoup plus tôt qu'il aurait fallu entreprendre cet effort de rénovation.

Que celui-ci soit rendu plus urgent par le bouleversement des conditions d'exploitation de la sidérurgie mondiale, est également clair : le minerai de fer riche du Labrador ou de Mauritanie permet aux aciéries installées en bord de mer ou sur les grands fleuves de s'approvisionner à bon marché, par cargos de plus en plus grands (alors que la sidérurgie de Lorraine ou du Centre-Midi continue à utiliser le minerai local pauvre) ; la découverte de gisements de gaz et de pétrole proches de la France, comme l'arrivée par grands cargos du charbon américain (extrait à ciel ouvert), réduisent de leur côté l'avantage que représentait naguère la houille locale.

Mais les transformations nécessaires, comment vont-elles intervenir ? Quelles sont-elles ? Qui les décide ? Qui en supporte les frais ? C'est ici qu'apparaît la signification politico-économique du « plan professionnel ».

Qui décide ?

1 Le contenu du « plan Ferry » (du nom du président du patronat de la sidérurgie) prévoit de nombreuses mesures juridiques et techniques de concentration et de rationalisation : fusion de firmes (après Usinor-Lorraine-Escaut, on annonce un regroupement C.A.F.L. - Le Creusot, étendu peut-être à Pompey) ; association des sociétés qui ne veulent pas fusionner (de Wendel, Sidlor et la Mosellane de sidérurgie). Cela va permettre de tisser toute une série de liens (absorptions ou contrats) entre sociétés, pour utiliser au mieux les équipements les plus modernes ou en créer de nouveaux : Dunkerque, Gandrange.

Pour toute cette catégorie de tâches, le patronat sidérurgique tantôt prend des engagements précis, tantôt formule des promesses moins nettes mais qui l'engagent quand même. C'est d'ailleurs son intérêt d'avoir la sidérurgie la plus moderne et la plus productive possible.

2 La réalisation du plan est cependant subordonnée à l'octroi par l'État d'avantages substantiels : prêts de l'ordre de 3,5 milliards à très longue durée (30 ou 40 ans) et à taux d'intérêt symbolique (2,5 p. 100) ; baisse du prix du coke national et des trafics de la S.N.C.F. ; maintien de privilèges fiscaux en matière d'amortissements...

Qui paie ?

Bref, pour moderniser des usines qui leur appartiennent — et resteront leur propriété exclusive — les actionnaires et les dirigeants des forges disent à l'État : faites payer les contribuables, sinon nous ferons la grève des investissements et de la rénovation ! Et l'État gaulliste, bien sûr, s'apprête à payer.

Il fait quelques difficultés sur des détails : il veut connaître la liste

exacte des transformations ; il ne veut pas prêter tout ce que demande la sidérurgie ; il hésite à accroître le déficit des houillères en abaissant le prix du coke... Mais tout donne à penser, en l'état actuel, que le gouvernement gaulliste finira par payer, c'est-à-dire par nous faire payer.

Au moins pourrait-on penser que l'argent des contribuables, ainsi investi pour rénover la sidérurgie, sera de l'argent bien placé. Qui permettra à l'État, une fois les aciéries renouées, d'avoir sa part dans les profits de ces entreprises, tout en surveillant de l'intérieur la modernisation. Eh bien, pas du tout !

Ce n'est pas sous forme de participation au capital des aciéries que se fera l'aide de l'État ; comme l'ont fait, par exemple, les démocrates-chrétiens italiens, qui apparaissent ainsi beaucoup plus à gauche que M. Debré ! C'est sous forme de prêts à très longue durée, c'est-à-dire de prêts qui seront remboursés dans trente ou quarante ans avec des francs ayant perdu les deux tiers ou les trois quarts de leur valeur ! En fait, tout se passera comme si la sidérurgie confisquait, pour accroître le patrimoine des actionnaires de l'acier, les deux tiers ou les trois quarts de l'argent fourni par l'État au nom des contribuables...

Pareillement, l'intérêt symbolique demandé aux sidérurgistes pour ces prêts reviendra à leur accorder une subvention déguisée de quelque 130 à 150 millions chaque année ! Et lorsque les aciéries renouées feront, grâce à ces aides massives, des profits substantiels, ce seront les actionnaires seuls qui en bénéficieront, sous forme de dividendes ou de plus-values boursières.

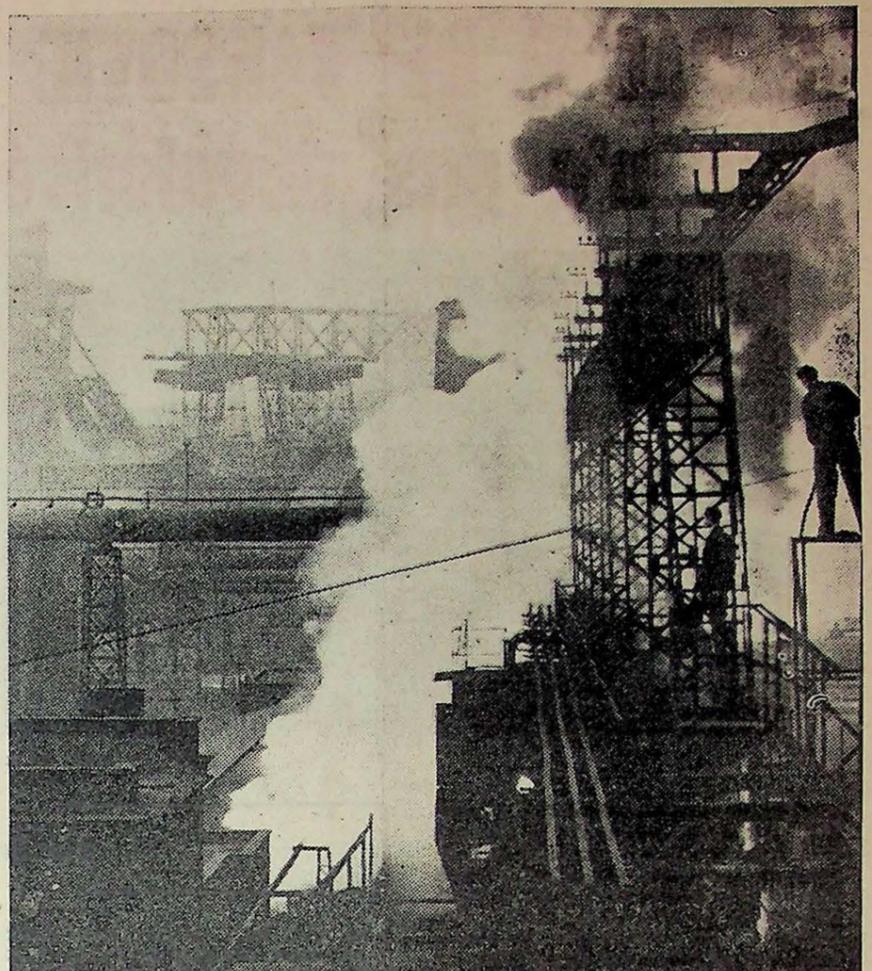
Qui est oublié ?

Evidemment, il était difficile de présenter pareil plan sans faire la moindre allusion aux énormes problèmes sociaux qu'il va poser. Limiter à 15 ou 20 p. 100 la progression en cinq ans de la production française d'acier, tout en augmentant la productivité (grâce à l'utilisation des équipements les plus modernes) de 30 p. 100 environ, conduit nécessairement à une compression des effectifs.

Les chiffres cités par le document patronal (15.000 salariés, soit 8 p. 100 du total) sont vraisemblables. Il ne s'agira certes pas de 15.000 licenciements, puisqu'il y aura des départs normaux à la retraite et un ralentissement de l'embauche d'étrangers. Mais le nombre des travailleurs licenciés restera important ; de plus, des milliers de salariés, tout en restant employés par les forges, devront changer d'usine — et souvent de localité — pour aller travailler dans des ateliers plus modernes.

Que prévoit pour ces licenciements et ces transferts le plan patronal ? Aucune garantie totale ! Et c'est là la différence essentielle avec la partie juridique et technique du document. Lorsqu'il s'agit des hommes, les précisions et les précautions sont moins grandes que pour les machines !

Certes, le plan Ferry parle de « mettre à l'étude » des indemnités de licenciement collectif et des mesures de réadaptation professionnelle (avec



(Archives - T.S.)

La rénovation de la sidérurgie sera payée par qui ?

l'aide publique du Fonds de l'emploi et de la C.E.C.A. d'ailleurs) ; il « envisage » d'accorder une priorité de réemploi pour les licenciés ; il propose d'« examiner cas par cas » la participation des forges à la création d'usines nouvelles en Lorraine (dans la mécanique, notamment).

Mais tous ces projets ne constituent aucun engagement définitif. La seule annonce certaine est celle des mises à la retraite anticipée qui frapperont (avec, il est vrai, une indemnité spéciale) certains travailleurs de plus de 60 ans...

Les limites du néo-capitalisme

Tel quel, le plan Ferry constitue certes un progrès de prévision, par rapport aux pratiques anciennes des maîtres de forges. Il vaut mieux savoir où l'on va, qu'y aller les yeux fermés ; cela permet d'organiser le cheminement, et, en l'occurrence, d'essayer d'atténuer (grâce à l'effort de la collectivité) les drames sociaux qu'engendrera le recul relatif de la sidérurgie française.

Mais les limites de ce progrès apparaissent clairement, et à travers elles, celles du néo-capitalisme qu'appuie le gaullisme :

1 Les décisions sont prises non pas démocratiquement mais par le seul patronat (l'État étant simplement sollicité d'appuyer l'opération).

2 Le patronat s'occupe de ses intérêts, c'est-à-dire de ses machines, de ses investissements et de ses profits futurs (le souci des hommes n'apparaît qu'ensuite, et parce qu'il est difficile de l'oublier totalement).

3 Le patronat se sert des problèmes sociaux (le risque de chômage et de récession) pour faire payer les contribuables au profit des actionnaires (« si vous voulez éviter en Lorraine de difficiles reconversions futures, payez-nous la reconversion immédiate... »).

Pour justifier ses exigences, le patronat a évoqué le blocage des prix de l'acier d'autrefois, qui limita les profits patronaux à l'époque des vaches grasses. Mais, comme par hasard, il oublie de mentionner au préalable les énormes prêts à long terme et à bas taux d'intérêt accordés par l'État pendant quinze ans et qui ont permis aux maîtres de forges d'étendre et de moderniser leur domaine.

Bref quand l'État — c'est-à-dire chacun — paie, il ne fait que son devoir ; et quand il réclame des contreparties, il fait preuve d'un dirigisme excessif !... C'est cela l'esprit du néo-capitalisme : l'alliance État-patronat, où le second se réserve le beau rôle... Pendant que les travailleurs, exclus des instances de décision, paient l'addition et les pots cassés...

Jean Todure.

SYNDICATS

Malaise à la C.G.C.

Le récent Comité confédéral national de la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.) a enregistré la démission du secrétaire général de l'organisation, Gilbert Nasse.

Cependant, le rapport moral de ce dernier avait été adopté à l'unanimité au congrès de l'année dernière. Toutefois, les débats avaient montré que l'orientation du président André Malterre était contestée par une partie des militants, en particulier ceux des branches industrielles (E.G.F., pétroles, textile, etc.) qui se rapprochent davantage des thèses exprimées par Gilbert Nasse, lui-même président de l'U.N.C.M. (gaz et électricité).

Compromis un moment avec la droite pro-O.A.S., André Malterre est surtout connu, quant à lui, pour son attachement au « libéralisme » économique.

Au-delà de l'action corporative ou

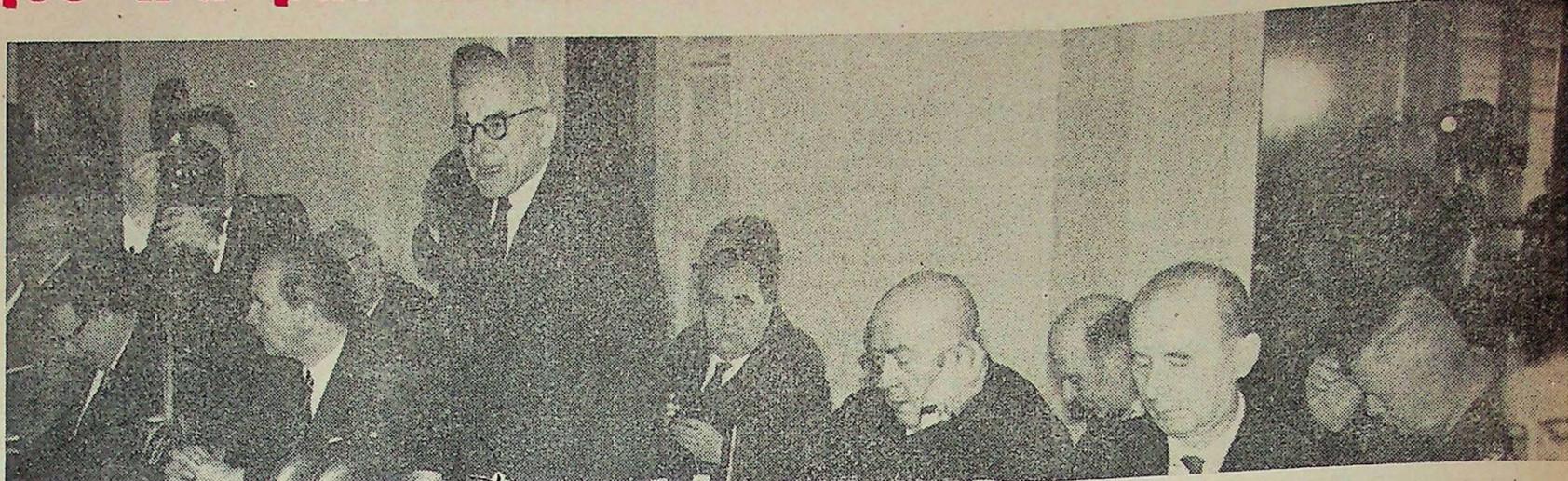
catégorielle, le courant animé par Gilbert Nasse est soucieux de définir le rôle du syndicalisme dans la société moderne. On retrouve là certaines des préoccupations exprimées à l'occasion du dernier congrès de Force Ouvrière.

Le secrétaire général démissionnaire (remplacé par Robert Gondoin, ex-secrétaire général adjoint) se plaignait d'être victime à l'intérieur de la confédération « d'une mise à l'index officieuse, mais efficace » :

« C'est se faire mal voir, avait-il dit, que d'inviter le secrétaire général aux assemblées des organisations membres de la C.G.C. Le vide se fait autour de moi. »

La lutte des tendances — qui pouvait remettre en cause la présidence d'André Malterre — est un fait à suivre, d'autant plus que la non-participation de la C.G.C. au mouvement du 17 mai n'a pu qu'accroître le malaise.

LE PACTE DE VARSOVIE : une monnaie d'échange que n'a pas dévalorisée la "bombe" roumaine



1955 : l'acte de naissance du pacte de Varsovie.

Sur la grande place qui s'étend devant le Palais de la Culture à Varsovie, une centaine de milliers de personnes attendent face à une tribune hâtivement dressée. Nous sommes le 14 mai 1955, au soir. Sur l'estrade, les dirigeants polonais, ceux des démocraties populaires, de l'U.R.S.S., prennent place. On pousse légèrement en avant un militaire soviétique, couvert de décorations : le maréchal Koniev. « Le camarade Koniev est nommé commandant en chef des troupes du Pacte de Varsovie », déclare lentement dans sa proclamation, le Premier ministre polonais Cyrankiewicz. Un long murmure de déception parcourt la foule. Jusqu'au dernier moment elle avait espéré, et certains leaders polonais également, une « fleur » de la part de l'Union Soviétique : la nomination à la tête des armées du bloc socialiste d'un autre maréchal, Rokossovski, russe également, mais à qui une lointaine ascendance polonaise a valu d'être parachuté de Moscou pour commander l'armée polonaise. Certes, dire qu'il jouit d'une certaine popularité en Pologne (celle-ci le réexécutera chez lui en 1956) serait exagéré, mais enfin il peut être quand même considéré comme Polonais d'adoption. Et la fierté nationale prenant le dessus sur toute considération politique ou idéologique, les Polonais voyaient en lui leur candidat.

Au départ, une déception

Ainsi c'est une déception qui préside à la naissance du Pacte de Varsovie, alliance militaire de l'U.R.S.S., de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Albanie, de la Hongrie et de l'Allemagne de l'Est (intégrée au Pacte quelques mois plus tard).

Mal parti, le Pacte poursuivra cahin-caha, une route où les déboires s'accumuleront jusqu'à la récente « escalade » roumaine qui remet en cause son principe même. En effet, les dates où il sera encore question de cette organisation, en dehors des réunions habituelles ou de quelconques manœuvres, ne célèbrent pas — loin de là — des succès des pays socialistes. En octobre 1956, lorsque la révolte de Budapest menace de faire basculer la Hongrie hors du Pacte de Varsovie, l'U.R.S.S. devra intervenir seule pour la liquider. Elle aura pourtant fait appel, semble-t-il, selon une opinion fort répandue dans les pays de l'Est, à ses alliés. La Roumanie, notamment, pour qu'ils envoient des contingents. Vainement. Ils ne disent pas non — la solidarité avec l'U.R.S.S. est quand même très forte — mais prendront leur temps jusqu'à l'écrasement du soulèvement.

Autre date, autre octobre. En 1962 éclate la crise de Cuba. Les navires soviétiques approchent du cercle américain qui bloque l'île. Le maréchal soviétique Grechtko met les troupes du Pacte de Varsovie en état d'alerte. Au même moment les Roumains s'arrangent (déjà !) pour faire savoir à Washington qu'en cas de conflit ils resteront neutres. C'est du moins ce qu'affirment des indiscretions calculées venant de Bucarest. Que l'affaire soit vraie ou non, peu importe. Le procédé appliqué alors par les Roumains est le même que celui du mois dernier : on fait dire que... ensuite on dément sans grande conviction. Le tour est joué.

Aujourd'hui ces mêmes Roumains

vont plus loin. Ils réclament un remaniement complet du Pacte au bénéfice d'une plus grande indépendance nationale.

Est-ce la fin du Pacte de Varsovie ? Est-ce le début d'une refonte totale de la stratégie politique et militaire de l'Union Soviétique en Europe ? On l'a dit un peu partout, établissant à tort, un parallèle entre l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie, en oubliant cette vérité de La Palice, à savoir que l'U.R.S.S., sans Pacte ou avec Pacte, est en Europe, militairement et politiquement, tandis que les Etats-Unis sans l'O.T.A.N. ne sont plus sur le vieux continent des alliés occidentaux à part entière.

A ces questions, nous ne répondons vraiment qu'en tâchant de définir exactement les buts et les origines du Pacte de Varsovie.

Sa création a succédé — et ce n'est pas une coïncidence — à la toute première vague de libéralisation qui se faisait jour dans les pays de l'Est. Elle a suivi — et ce n'est pas non plus une coïncidence — les signes annonciateurs d'une nouvelle détente entre l'Est et l'Ouest.

Jusqu'en 1955 l'Union Soviétique n'avait pas éprouvé le besoin de coordonner les armées de ses alliés socialistes. L'idéologie communiste, la fidélité vérifiée des cadres dirigeants des démocraties populaires, des traités militaires bilatéraux signés pour la forme et d'importantes missions soviétiques chapeautant les troupes des pays socialistes, suffisaient à garantir une unité que rien ne paraissait devoir remettre en cause. Qui, dans la pire période de la guerre froide eût pu penser qu'il faudrait un jour conclure un pacte entre Etats socialistes, tant la solidarité entre eux paraissait aller de soi ?

Un commandement intégré

Mais en 1955 les choses sont différentes. L'Union Soviétique commence à aborder après le règlement de l'affaire coréenne et de la guerre d'Indochine, la grande négociation sur l'Europe. L'Allemagne réarmée vient s'entrer dans l'O.T.A.N. Et, dès lors, le problème allemand passe au centre des préoccupations soviétiques. Pour négocier, il faut à l'U.R.S.S., face à l'O.T.A.N., une monnaie d'échange, d'une part, un organisme militaire, d'autre part, qui calmera les craintes de la Pologne et de la Tchécoslovaquie menacées par les revendications allemandes.

Le Pacte de Varsovie remplira ces conditions. Sur le plan extérieur, il suffit de relire les commentaires de l'époque, même ceux des journaux les moins suspects de « crypto-communisme » pour s'apercevoir que le Pacte fut alors considéré plus comme un facteur de négociations que comme un nouveau bloc militaire. Pour que personne ne s'y trompe, Moscou ne se priva pas de répéter que le jour où l'O.T.A.N. disparaîtrait, le Pacte de Varsovie ferait de même.

Sur le plan intérieur des démocraties populaires, le Pacte consacrait leur existence en tant que pays où la notion d'Etat commençait à s'im-

poser, concurrençant celle de parti.

Certes, le Pacte de Varsovie fait, en 1955, la part belle aux Soviétiques, instituant un commandement intégré, plus contraignant que celui de l'O.T.A.N. et forcément dominé par Moscou. Mais il représente, sans aucun doute, un progrès par rapport à l'ancienne situation des armées des pays socialistes, commandées auparavant, purement et simplement, par des officiers soviétiques. Dès 1955 ceux-ci se retireront partiellement, laissant la place à des cadres locaux.

Une revendication nationale

Pourquoi alors, de Varsovie 1955 à Bucarest 1966, cet échec relatif du Pacte de Varsovie ?

Parce que, de tous les éléments qui soudent les pays de l'Est, il est avec le C.O.M.E.C.O.N., l'organisme économique, le plus faible, le plus facilement « discutable ». Il s'agit dans les deux cas de traités techniques, conclus entre Etats qui peuvent être critiqués sans que soit remise automatiquement en cause l'unité idéologique du camp socialiste. Les Roumains l'ont très bien compris.

La vague de 1956 qui semblait devoir atteindre en Pologne et en Hongrie les fondements mêmes de ce qui était considéré là-bas comme le socialisme ne les a pas touchés. Leur revendication, plus tardive, a été nationale, sans avoir jamais été idéologique. Ils ont commencé par le C.O.M.E.C.O.N., considérant que la politique de « Marché commun socialiste » aboutissait à éterniser leur situation de pays agricole et en Hongrie les fondements mêmes de ce qui était considéré là-bas comme le socialisme ne les a pas touchés. Leur revendication, plus tardive, a été nationale, sans avoir jamais été idéologique. Ils ont commencé par le C.O.M.E.C.O.N., considérant que la politique de « Marché commun socialiste » aboutissait à éterniser leur situation de pays agricole et en Hongrie les fondements mêmes de ce qui était considéré là-bas comme le socialisme ne les a pas touchés. Pour cela la Roumanie n'a pas hésité à se lancer dans un spectaculaire rapprochement économique avec l'Ouest, achetant à prix d'or des licences américaines. Il est frappant de constater à ce propos que des tentatives identiques de la Pologne dans le domaine des accords commerciaux avec Washington, ont été au départ accueillies avec beaucoup d'appréhension par l'Union Soviétique. Or, vis-à-vis des Roumains, celle-ci a fait preuve, à l'époque, d'une compréhension sinon amicale, en tout cas résignée. C'est que la Pologne apparaissait encore comme un pays idéologiquement peu sûr, alors que la Roumanie, en dépit de ses déclarations fracassantes à l'extérieur, restait à l'intérieur un pays fidèlement conformiste.

Des arguments nationaux

Après le C.O.M.E.C.O.N., les Roumains s'en prennent au Pacte de Varsovie. Leurs arguments restent des arguments nationaux et ne s'accompagnent pas d'attaques idéologiques (l'Albanie, elle, tout en fulminant contre la trahison idéologique des dirigeants soviétiques, ne cesse de protester contre le refus des autres pays de l'Est de l'inviter aux réunions du Pacte et du C.O.M.E.C.O.N.).

La version connue de la note roumaine à Moscou, semble-t-il authentique, indique le refus de Bucarest de payer pour les troupes so-

viétiques basées à l'étranger (il n'y en a plus en Roumanie depuis 1958). Ce qui ne remplira sans doute pas d'enthousiasme l'Allemagne de l'Est : au cas où la suggestion roumaine serait acceptée, elle devrait seule entretenir plusieurs divisions soviétiques.

Bucarest, en outre, réclame un large assouplissement des structures militaires du Pacte, qui nous l'avons dit plus haut, sont plus contraignantes que celles de l'O.T.A.N. et nettement dominées par les Soviétiques.

Tout cela, la Roumanie, coutumière du fait, l'a démenti après avoir laissé dire et laisser écrire pendant plusieurs jours. Elle détient maintenant un moyen de pression sur Moscou, et en juillet, au moment de la réunion du Pacte elle s'en servira pour obtenir les réaménagements techniques désirés sans doute par l'armée roumaine. Car, bien que les informations de Bucarest soient rares à ce sujet, il n'est pas impossible qu'en Roumanie, comme en Union Soviétique et dans d'autres pays de l'Est, les militaires aient eu leur mot à dire dans cette affaire. L'évolution des démocraties populaires vers une valorisation de la notion d'Etat, au détriment de celle de parti, la transformation, dans les armées, des militants communistes sous l'uniforme en officiers de carrière, permet d'avancer cette hypothèse.

Perfectible après dix ans d'existence

Voilà pour ce qu'on appelle la « petite bombe » roumaine. Va-t-elle bouleverser le Pacte de Varsovie plus que ne fit, il y a deux ans, le C.O.M.E.C.O.N. qui continue à exister avec une marge de discussion élargie grâce aux initiatives de Bucarest ?

Il ne semble pas. Plusieurs déclarations récentes prouvent que, pour les Soviétiques, l'organisation du Pacte n'est pas le « saint des saints », la pierre de touche du socialisme et qu'on peut en discuter, aussi bien à l'extérieur que dans l'intérieur du camp socialiste, qu'à l'intérieur. Brejnev, le secrétaire du P.C. soviétique, en septembre 1965 : « Nous allons perfectionner le Pacte de Varsovie » (ce qui est reconnaître, comme l'affirment les Roumains, qu'il est perfectible après dix ans d'existence). Zorine, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, le 18 mars dernier : « Si le Pacte Atlantique change, le Pacte de Varsovie ne restera pas figé. » Bachev, ministre bulgare des Affaires étrangères, le 1^{er} mai : « Des modifications parallèles à celles de l'O.T.A.N. interviendront dans le Pacte. »

Ce qui veut dire qu'en juillet, il y a fort peu de chances qu'un anathème soit lancé sur les Roumains et que ceux-ci ne se trouveront pas obligés de claquer la porte de l'organisation prête à se modifier dans des limites « raisonnables ». « Raisonnables » seulement, car tant que l'O.T.A.N., même affaibli par la France, n'aura pas disparu, le Pacte de Varsovie refusera de s'immoler sur l'autel de la coexistence pacifique. Il reste toujours ce qu'il était au départ : une monnaie d'échange que l'Occident a repoussée, considérant la sienne (le Pacte Atlantique) comme plus utile et une garantie pour des Etats comme la Pologne et la Tchécoslovaquie que l'Allemagne, atlantique à l'Ouest, « varsovienne » à l'Est, restera, selon leurs désirs, encore longtemps divisées.

DEUX ÉTUDIANTS MOSCOVITES PARLENT DE LA JEUNESSE SOVIÉTIQUE

Une interview de Simon Pesset

Dix-sept étudiants soviétiques sont actuellement les hôtes du Centre Bullier où ils sont hébergés pendant leur stage d'un an en France. Deux d'entre eux, Valéry, 26 ans, étudiant en mathématiques, et Wladimir, qui est le dirigeant du groupe des stagiaires soviétiques, ont accepté de s'entretenir avec nous sur les problèmes actuels de la jeunesse russe.

Wlad. — Nous sommes arrivés en France dans le cadre d'un échange gouvernemental qui se renouvelle chaque année depuis cinq ans. Nous sommes la cinquième génération de stagiaires soviétiques à Paris. Nous ne sommes pas tellement nombreux : dix-sept, nous représentons à peu près toutes les spécialités... Notre moyenne est à peu près de 27-28 ans.

Q. — Sur quels critères avez-vous été choisis ?

Wlad. — Nous avons demandé à faire partie du stage et, parmi toutes les candidatures, un organisme de l'Education nationale a choisi dix-sept stagiaires. Je pense que la question des langues a été déterminante...

Val. — Je ne crois pas que ce soit la question principale, car un dosage a été fait entre les diverses universités pour que tous les stagiaires ne viennent pas de Moscou.

Q. — La majorité des étudiants sont concentrés à Moscou ?

Wlad. — Enfin, une forte proportion, environ 30 %.

Q. — Quelles facilités sont accordées aux provinciaux pour venir dans la capitale ?

Val. — De toute façon, chez nous tous les étudiants ont une bourse, alors la question ne se pose pas de cette façon...

Bourse ou allocation d'études ?

Q. — Comment marche votre système d'aide gouvernementale aux étudiants ?

Val. — Tout d'abord, tous les étudiants y ont droit, le critère étant de réussir aux examens, de ne pas avoir de mauvaises notes. Puis il y a un autre critère : le revenu des parents. Si les parents ont un revenu assez élevé, l'étudiant n'aura droit à une bourse qu'à la condition que ses résultats soient excellents.

Wlad. — Il faudrait donner un chiffre précis : si je ne me trompe, 80 % des étudiants soviétiques disposent d'une bourse.

Q. — Quel est votre avis sur la position actuelle de l'U.N.E.F. qui demande une allocation d'études pour tous les étudiants français ?

Wlad. — C'est toujours difficile, pour un étranger, de juger une position dans un pays où il est reçu... Tout de même, je trouve qu'il est tout à fait normal de ne pas donner la bourse aux étudiants dont les parents peuvent payer les études.

Val. — D'après moi, ce n'est pas démocratique de tenir compte des liens entre les parents et les enfants. Pour moi, il faut surtout donner la bourse aux fils d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas les moyens de continuer... D'ailleurs, chez nous, les orphelins ne sont pas contrôlés, n'ayant aucun autre moyen de continuer leurs études, ils reçoivent une bourse quelles que soient leurs notes.

Wlad. — D'ailleurs, l'Etat est prêt à verser des bourses pour la totalité des étudiants, s'il le fallait...

Jeunesse soviétique et politique...

Q. — Y a-t-il un fort engouement pour la politique parmi les jeunes ou peut-on parler de dépolitisation ?

Val. — Chaque période de développement de notre pays a vu surgir des questions principales et, jusqu'ici, les problèmes étaient politiques, mais maintenant ils sont surtout économiques, et, de ce point de vue, notre jeunesse, comme le reste du peuple, est plus tournée vers les questions économiques. C'est pourquoi un observateur occidental peut comprendre cela comme une certaine dépolitisation, mais, en fait, il s'agit seulement d'une autre sorte d'intérêt politique.

Wlad. — On ne peut pas diviser la conscience politique de notre jeunesse en économique et en politique... Maintenant, il s'agit, chez nous, d'appliquer la politique dans l'économie, et quand nous parlons de participation des jeunes dans les organisations, cela s'exprime dans une participation à la vie quotidienne de notre peuple. Ainsi les étudiants vont périodiquement dans les kolkhozes, dans les terres vierges, en Sibérie, travailler pour la géologie... Les jeunes ont construit une station hydraulique en Sibérie qui est maintenant patronnée par les Komsomols...

Q. — Comment entre-t-on dans un Komsomol ?

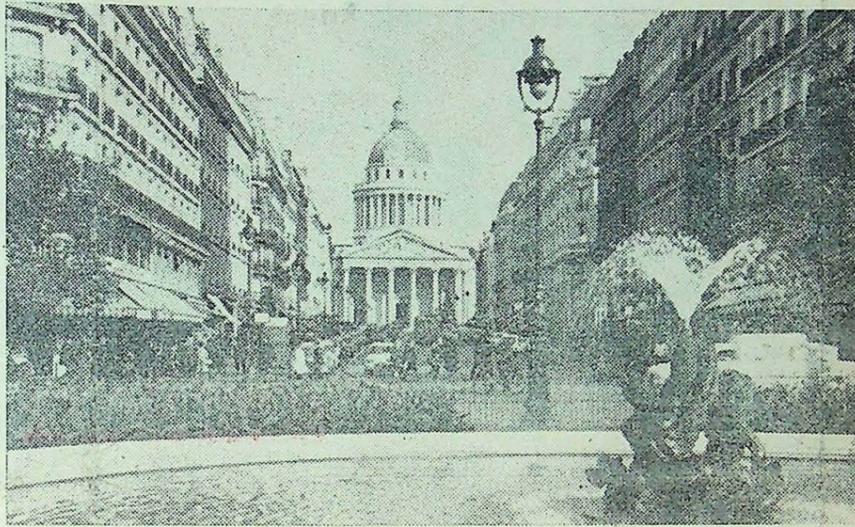
Val. — L'adhésion est, en général, collective. Ce n'est pas une décision individuelle, c'est une décision prise par la réunion d'un Komsomol d'une école, par exemple, qui décide si on mérite d'y entrer, mais c'est plus simple que pour adhérer au Parti.

Q. — Y a-t-il d'autres organisations pour celui qui n'a été admis ni au Parti, ni aux Komsomols ?

Val. — Oui, bien sûr, il peut adhérer à un syndicat pour lequel il suffit d'être un ouvrier... et puis les organisations sportives et culturelles pour lesquelles on ne demande aucune condition.

Jeunesse et culture

Q. — La diffusion de la culture est certainement l'une de vos plus grandes réussites, est-ce que les jeunes participent beaucoup aux activités culturelles ? (Je veux dire les travailleurs, parce que pour les étudiants c'est plutôt naturel.)



BOULEVARD SAINT-MICHEL : méridien du monde étudiant.

Val. — Les jeunes qui n'étudient pas participent plus que les étudiants, parce que les étudiants sont très occupés, et les ouvriers (ceux qui n'étudient pas le soir) disposent de plus de loisirs pour se consacrer à des activités culturelles.

Q. — Quels sont les loisirs des jeunes ?

Val. — Surtout le sport et les activités culturelles, c'est ainsi qu'on va beaucoup au cinéma et au théâtre parce que les prix ne sont vraiment pas élevés... On lit, on lit vraiment trop ! (éclat de rire général), enfin on lit beaucoup...

Q. — Il y a des « hooligans » (des « blousons noirs ») en Union Soviétique ?

Wlad. — Oui, certainement et malheureusement pour nous, car c'est une honte...

Q. — Comment expliquer que vous n'avez pas pu trouver un moyen d'éviter ces jeunes inadaptés ?

Wlad. — Tu sais, moi je me pose souvent la question... Je crois qu'on ne peut expliquer cela que par le retentissement de la guerre... Pour 90 %, ce sont des garçons qui n'ont pas leur père. Et puis il y a les cas des parents qui divorcent, le garçon vit avec sa mère, elle travaille, elle ne peut s'occuper de lui...

Il y a pourtant, chez nous, d'énormes possibilités pour se développer à l'âge de l'adolescence. On peut aller dans les clubs, ou faire du sport, ou se dépenser au Palais du Pionnier, ou...

Q. — Le Palais du Pionnier ?

Wlad. — C'est un très grand bâtiment pour les jeunes de moins de quatorze ans. A Moscou, c'est un magnifique bâtiment, construit il y a moins de cinq ans, et où toutes sortes d'activités pour les jeunes peuvent être exercées... Il y a un bar, des terrains de sports...

Val. — Puis-je ajouter ? Je crois que quand même le manque de travail culturel, le manque de loisirs plus ou moins bien organisés, sont l'une des raisons de ce phénomène...

Wlad. — C'est vrai que ce n'est pas toujours que nous savons mener comme il faut le travail culturel, c'est un défaut !

Val. — Et surtout dans les petites

villes, il manque souvent de bons cadres culturels pour intéresser les gens à des occupations plus ou moins utiles et intéressantes...

Q. — Vous pensez que, jusqu'ici, vous n'avez pas trouvé la bonne formule ?

Val. — De toute façon, il n'y aura jamais de vraie formule universelle, il y aura toujours plus ou moins de hooligans, d'inadaptés.

La jeune fille soviétique

Q. — Quelle est son attitude en général ? Se montre-t-elle plus libre dans sa manière de conduire sa vie, ses rapports avec les garçons, par exemple, ou le choix de son métier ?

Val. — Pour ce qui est du choix du métier, elle est sûrement plus libre... Dans ses rapports avec les garçons, c'est plus difficile à dire, mais, d'abord, je ne crois pas que les Françaises sont libres ; évidemment, c'est ce que je croyais quand je voyais un film de Godard à Moscou, mais ce

que le chiffre de l'industrie lourde est maintenant sensiblement celui de l'industrie légère, ces chiffres constatent une augmentation de 44 à 49 % pour l'industrie légère et de 47 à 49 % pour l'industrie lourde ; alors on parle ainsi maintenant de l'augmentation de la construction des locaux et des terrains sportifs dans les kolkhozes... Je pense que d'ici cinq ans, ces problèmes seront résolus...

Q. — Quels sont les rapports entre les étudiants et les jeunes travailleurs ?

Wlad. — L'entrée à l'Université est d'abord fonction du mérite, quel que soit le niveau de vie des parents, ce sont les notes obtenues dans le secondaire qui permettent l'accès à l'Université. D'autre part, il existe une période de stage dans la vie professionnelle qui dure deux ou trois mois pendant les études.

Val. — Mais ce stage est valable pour les élèves des grandes écoles, surtout pour les futurs chercheurs, par exemple...

Les étudiants...

Q. — D'après ce que vous avez pu voir, que pensez-vous des méthodes d'enseignement en France, notamment de la primauté du cours magistral ?

Val. — Moi, ce qui m'a frappé ici, c'est le manque de contrôle du professeur sur ses étudiants. Chez nous, le professeur s'occupe plus des étudiants. Ici, il fait son cours et, quand il a fini, il ne s'occupe plus de ce que font les étudiants... alors que chez nous les rapports sont plus suivis.

Q. — Est-ce que cela ne tient pas au nombre des profs ?

Val. — Oui, d'abord, mais cela tient aussi au système de l'enseignement qui est à la fois plus léger et plus complexe... Il faut passer plus d'examens qu'ici, mais le plus souvent de petits examens, et, à chaque instant, le prof contrôle l'étudiant, il le suit dans ce qu'il fait.

Wlad. — Alors on peut dire que ces examens sont des formalités, car le prof connaît parfaitement la valeur de l'étudiant. La raison semble provenir du nombre de professeurs, car le nombre d'étudiants ne doit pas être inférieur à celui d'ici...

Q. — Mais ici, ce sont surtout les premières années qui sont encombrées et le prof n'a forcément aucun contact, ensuite une sélection s'effectue et les diplômés sont, en général, bien moins nombreux...

Val. — Alors, voilà une grande différence : chez nous, 90 % des étudiants terminent leurs études... La sélection s'est faite avant d'entrer à l'Université.

Q. — Les facs sont-elles aussi surchargées qu'en France ?

Wlad. — Non. Lorsque nous avons terminé nos études, il y avait plus de profs que d'élèves — pour chaque étudiant, il y avait un ou deux profs — mais la situation est évidemment moins bonne pour les premières années.

Q. — Y a-t-il continuité entre la vie étudiante et la vie professionnelle ?

Val. — L'instruction supérieure est devenue une chose tout à fait normale en Union Soviétique, et il y a des conditions très favorables pour les ouvriers qui veulent étudier. Par exemple, un garçon ne peut poursuivre ses études, et, à l'âge de quinze ans, il s'arrête. A vingt-quatre ans, marié, père de famille, il veut reprendre. Il ne peut pas aller à l'Université, il n'aurait pas assez d'argent avec un salaire étudiant (surtout s'il perçoit le salaire relativement élevé de l'ouvrier spécialisé). L'ouvrier peut quitter son usine, il va recevoir une bourse égale à son salaire, et il continue ses études dans le cadre de l'Université. Après cinq années, il recevra un diplôme d'Etat, et, à ce moment-là, il pourra rentrer dans son usine (ou dans toute autre usine) comme ingénieur. Donc, on peut dire, en quelque sorte, que la vie universitaire s'intègre à la vie de tout le pays.

Q. — Quelle est la question qui passionne le plus les jeunes actuellement ?

Wlad. — C'est l'instruction à tous points de vue... Tout le monde comprend que pour se faire une place dans la vie il faut apprendre...

Val. — ...Et les questions scientifiques en général, de toute sorte, ainsi il y a de plus en plus de revues scientifiques, spécialisées ou de vulgarisation, qui ont des tirages énormes et sont très lues...

Wlad. — Mais, de toute façon, cette question rejoint l'instruction !

La guerre du Vietnam

II. — L'INTIMIDATION EST-ELLE EFFICACE ?

Théoriquement, en effet, c'est toujours l'« escalade », c'est-à-dire une stratégie visant non pas à l'écrasement militaire mais à l'intimidation de l'ennemi ; théoriquement, les Américains au Vietnam ne font pas la guerre, mais cherchent à amener les Vietnamiens à la négociation. S'en approchent-ils ? On peut en douter (1).

A. - Des méthodes de guerre scandaleuses

De toute manière, les procédés employés sont au moins discutables : la guerre du Vietnam est horrible, qu'elle se livre dans la jungle ou du haut du ciel.

C'est une guerre scientifique : les avions, les hélicoptères, les bombes, les mitrailleuses lourdes et les roquettes y sont largement utilisés, au Sud comme au Nord ! Au Nord, l'immense effort économique accompli depuis dix ans dans un pays pauvre est perdu, écrasé, jour après jour sous les tonnes de bombes. Au Sud, on bombarde et on mitraille un peu partout. D'autres moyens plus « scientifiques » encore sont employés : les défoliants qui « nettoient la végétation », le napalm avec lequel on « nettoie » les villages, le napalm qui brûle... Les gaz, avec lesquels on peut tout faire : tuer ou rendre fou — il y a des gaz qui donnent envie de fuir, qui font vomir, qui attaquent et enflamment la peau. Restent ceux qui ne sont pas encore utilisés, semble-t-il, et dont on poursuit la mise au point : ceux qui altèrent la personnalité (de l'hallucination à la démence), ceux qui — inodores et incolores — paralysent le système nerveux et respiratoire et peuvent tuer en un quart d'heure. Restent encore les armes biologiques, les bombes qui peuvent semer les microbes et les épidémies, l'arme la plus terrible, la plus silencieuse... Tout cela, c'est la guerre « propre », la guerre civilisée, celle que l'on mène du haut du ciel le plus souvent. Jusqu'où la mènera-t-on ? Jusqu'où cette « escalade de la terreur » peut-elle aller ?

C'est en même temps une guerre de la jungle, une guerre primitive, où les méthodes de guerre moderne s'adaptent, se raffinent. D'un côté on utilise les arcs et les flèches, on creuse des trappes hérissées de bambous, on hérissé de pointes d'acier d'énormes masses d'argile, pour les utiliser comme armes de jet, on dissimule des points empoisonnés dans l'herbe ; on creuse des tunnels, des kilomètres de tunnels ; on marche dans l'eau pour éviter l'œil infra-rouge des avions de reconnaissance, qui détecte tout objet chaud, homme ou animal, qui décele tout objet métallique : l'eau est un corps obscur pour l'infra-rouge, pour marcher il faut suivre les rivières et s'enfoncer dans l'eau au moindre bruit d'avion. Car partout la technique moderne, de l'autre côté, s'adapte peu à peu à la guerre de la jungle : des films ultra-sensibles peuvent différencier le feuillage vivant du feuillage mort des camouflages. Pour déceler et détruire les réseaux souterrains des patriotes vietnamiens, les Américains ont formé une unité spéciale de tout petits hommes spécialement entraînés et équipés : ces hommes, armés de fusils à canon scié qui envoient des gerbes de chevrotines, enfument et noient de gaz les galeries, les empoisonnant de façon définitive ; pour se protéger, ils possèdent des inhalateurs autonomes, et si les Vietcongs inondent tel ou tel étage de galerie souterraine (car cela aussi est prévu), ces hommes ont des tubes de plongée spéciaux pour y nager sans danger. Et si, pour protéger leur retraite, les Vietnamiens sèment des cobras venimeux, les Américains achètent des mangoustes pour les lancer en éclairées.

Certes, toutes les guerres sont odieuses, et les guerres de type colonial sont particulièrement répugnantes — hélas ! nous le savons assez nous autres, Français ! La guerre du Vietnam pourrait ce qu'elle touche. Les jeunes soldats américains y apprennent le mépris, le racisme ; ils apprennent à torturer, et c'est un entraînement spécial : on sait ainsi comment se mettre à deux pour étrangler un homme en tenant les deux bouts d'une corde, comment noyer dans une jarre, sans compter les procédés bien connus de l'électricité ou de l'eau, et bien d'autres. Dans les villes où sévit l'armée américaine, c'est bien souvent la corruption qui s'est installée, viols, prostitution,

« trafic des piastres » : le gouvernement américain a fourni 150 millions de dollars d'aide au gouvernement sud-vietnamien, les militaires américains en dépensent autant pour leur part : sur ces 300 millions, 200 repartent dans des banques européennes ou commerçants et fonctionnaires sud-vietnamiens les mettent à



(Photo A.F.P.)

Double combat.

l'abri pour assurer leur avenir. Il y a eu à Saïgon une exécution capitale ces derniers temps pour essayer de juguler cette corruption, il y en aura probablement d'autres, et probablement elles ne serviront à rien.

Mais finalement le pire aspect de cette guerre, celui sur lequel on ne saurait assez insister, c'est la misère des paysans, des civils vietnamiens, en proie à une guerre dont ils sont toujours les premières victimes. Dans les villes, l'inflation extraordinaire rend la vie très difficile : dans le peuple, on ne sait plus comment payer son bol de riz, sauf peut-être à Saïgon où se déverse la manne américaine. Dans les campagnes, c'est l'oppression intolérable de la guerre : les bombes qui pleuvent du ciel, les villages incendiés, rasés ; c'est la campagne ravagée par les obus et les produits chimiques, les rizières où l'on n'ose plus aller cultiver le riz, de crainte de se faire mitrailler. Quant à savoir s'il s'agit de Vietcongs ou de civils à protéger, comment le voir du haut du ciel, n'est-ce pas ? La guerre ce sont aussi les villageois exécutés ou torturés. Ce sont les hôpitaux où affluent, dans des conditions souvent horribles, les hommes, les femmes, les enfants qui ont sauté sur des mines, que le napalm a estropiés, défigurés, que la mitraille ou les gaz ont atteints. La guerre, ce sont les villes surpeuplées où se réfugient les villageois, où ils attendent, avec le minimum d'aide et de nourriture, que finisse une guerre dont on ne voit pas la fin. La guerre, ce sont les huit mille « ha-maux stratégiques », véritables camps de concentration, où les Américains ont « regroupé » derrière des barbelés et des miradors 5 millions de Vietnamiens.

A cela les Américains opposent que le Vietcong est partout, que chaque villageois est suspect... dénonçant ainsi la contradiction profonde de leur action ; car ou bien la masse des Vietnamiens du Sud est hostile au Vietcong, prête à accueillir favorablement le libérateur américain, et dans ce cas il est absurde et odieux de la traiter en ennemi, et de la soumettre à toutes les horreurs de cette guerre — ou bien la masse des Vietnamiens du Sud est favorable au Front National de Libération, et dans ce cas il n'y a que deux moyens de terminer cette guerre : la négociation ou le génocide.

Pour l'heure on a plutôt l'impression qu'il faut commencer effectivement à parler de génocide. On meurt beaucoup au Vietnam, quand on est Vietnamien. Les troupes américaines ne font pas de détail — pour une seule opération on a utilisé, récemment, contre un seul régiment vietcong, 200 tonnes de napalm, 15.000 coups d'artillerie, 190 sorties aériennes, 3.000 vols d'hélicoptère. Il est probable — puisque les Américains parlent d'effectifs doublés ou triplés, d'un effort militaire et financier accru — que l'on mourra bien davantage encore dans les mois, dans les années qui viennent.

contre le Pathet Lao. Le général américain Wheeler a même imaginé une vaste opération contre le Nord-Vietnam à partir de la Thaïlande pour couper la piste Ho Chi Minh, en passant par le Laos. Réciproquement le nord-est de la Thaïlande échappe au gouvernement et il s'y développe actuellement une agitation antiaméricaine et antigouvernementale que le voisinage du Pathet Lao ne peut qu'encourager. De même la frontière est perméable également entre le Nord-Vietnam et le Laos, et les forces de droite de Vientiane accusent le Nord-Vietnam de soutenir militairement le Pathet Lao, ce qui ne serait après tout qu'une réciprocité à l'aide américaine à la faction de droite. Et si le petit Cambodge est théoriquement neutre — et il s'efforce honnêtement de le rester — il faut bien voir que la plaine des Joncs, fief des Vietcongs, touche sa frontière et que l'armée américaine menace fréquemment de les y poursuivre, en vertu d'un prétendu « droit de suite » ; et qu'il a maintenant besoin pour survivre de l'aide économique de la Chine, très importante.

Ce risque constant de l'extension de la guerre du Vietnam, un grand nombre de capitales, européennes ou autres, le perçoivent clairement. Nombreuses sont celles qui ont essayé, avec diverses arrière-pensées, d'engager un processus de négociation : citons les tentatives de Wilson, Fanfani, de Gaulle, Nasser, du Canada. Certes, toutes ces tentatives ont échoué : il semble bien que les deux grandes puissances qui s'affrontent sur le problème du Vietnam, les Etats-Unis et la Chine, n'ont pas voulu s'y intéresser. Mais ces tentatives sont symptomatiques ; on a peur, dans le monde, de la guerre du Vietnam, on a peur qu'elle ne devienne demain un conflit direct entre la Chine et l'Amérique, c'est-à-dire un conflit mondial. Car si les Américains se laissent entraîner à attaquer directement la Chine, soit dans une action aérienne voisine des frontières, soit dans une action contre les installations atomiques chinoises, il est probable que Moscou ne pourrait pas alors se désintéresser de la question. Et cet affrontement n'est pas une vue de l'esprit. On en parle ouvertement dans certains milieux américains ; certains militaires en particulier estiment que si l'on ouvrait un deuxième front de guerre au Laos, les Chinois seraient forcés d'intervenir, et ce serait aux yeux de ces militaires américains une excellente chose : pour eux, il s'agit évidemment de neutraliser la Chine avant qu'elle se soit dotée d'un armement nucléaire important.

Certes, ce n'est pas là toute l'opinion politique ni toute l'opinion publique américaine ; mais cela peut changer. Les militaires ont prouvé qu'ils pouvaient avoir beaucoup d'influence sur M. Johnson.

C. - L'escalade est inutile

Toutefois, pour l'instant encore, l'ensemble des opérations au Vietnam constitue une *guerre limitée*, guerre non déclarée, *géographiquement localisée*. Pour l'instant encore, il n'est pas question, officiellement, d'un conflit avec la Chine. Quoique la guerre fasse visiblement tache d'huile, théoriquement les Américains ne souhaitent pas en élargir les limites. Les déclarations officielles sont l'affirmation étonnante d'une bonne conscience collective : « Notre seul objectif est d'empêcher que le Vietnam du Nord conquière par la force le Vietnam du Sud. Nous faisons usage de la force pour mettre un terme à l'agression, etc. » déclare le président Johnson ; et le général Taylor parle de ces « agresseurs clandestins dans les guerres de libération » qu'il « devrait être possible de traîner en justice sans susciter les critiques qui se sont élevées dans certains milieux contre nos bombardements du Vietnam du Nord ! » En fait, les Américains continuent d'affirmer qu'il s'agit non d'une guerre, mais d'une « escalade », de « fermeté prudente et soigneusement contrôlée » (Johnson), c'est-à-dire d'un moyen d'intimidation en vue d'une *action diplomatique*. Ce moyen, si discutable sur le plan du droit international et de la morale, est-il au moins efficace ?

Pour qu'il le soit, c'est-à-dire pour qu'il amène à des négociations, il faudrait :

- que l'action militaire reste limitée ;
- que la diplomatie soit active et les négociations réelles ;
- que l'adversaire les accepte.

Or, les actions militaires prennent l'allure de *représailles* massives ; les

Le Laos est, certes, contrôlé dans son ensemble par le Pathet Lao, le front national de gauche ; mais la frontière est perméable entre le Laos et la Thaïlande ; les Etats-Unis soutiennent les villes tenues encore par la droite, grâce à leur aide, près de la frontière ; des commandos thaï passent la frontière et vont lutter

Américains écrasent de bombes le Nord et le Sud, passent de la fiction de conseillers à l'action directe. Le nombre de soldats s'accroît, le matériel militaire augmente. Il apparaît aux yeux de tous que les Etats-Unis prennent en charge une vraie guerre, et que le gouvernement des généraux de Saïgon n'est plus qu'un fantoche. Par ailleurs, l'action diplomatique n'embrasse pas. Peut-être est-ce essentiellement la faute des Américains, qui se refusent à reconnaître la qualité d'interlocuteur valable au Front National de Libération; peut-être aussi certains peuvent-ils voir là un moyen de laisser s'enfermer les Américains, engagés dès lors dans un engrenage inutile et qui les rend partout odieux.

En conséquence, sur le plan local se développe la haine contre l'envahisseur étranger, et le sentiment national, qui favorise éminemment le Vietcong. Sur le plan international, la position des Américains devient vis-à-vis du Tiers-Monde insoutenable; elle développe en Europe, et même chez leurs alliés, des inquiétudes et un malaise. Sur le plan militaire les Américains sont contraints d'alourdir constamment leur potentiel militaire pour essayer d'obtenir enfin un résultat, qui, à l'heure actuelle, est encore bien problématique malgré l'écrasante supériorité

technique: un tel résultat impressionnerait enfin l'adversaire et l'amènerait à négocier. Mais l'action politique se subordonne par ce processus de plus en plus aux militaires qui eux, ont pour but de gagner, non de négocier.

C'est ainsi qu'on parle de 600.000 hommes au Vietnam et qu'une méthode d'intimidation appliquée — théoriquement — en vue de l'ouverture rapide de négociations se transforme en vraie guerre, et avoue son inefficacité, son absurdité par conséquent.

Devant un tel état de fait, nous n'avons plus à nous demander quelles furent exactement les volontés initiales des Américains (ce serait bien stérile!); ni à nous demander non plus si Johnson poursuit consciemment un but précis, tel que l'attaque de la Chine, ou s'il improvise et se laisse trainer par les événements — mais nous avons plutôt à chercher ce qu'il est possible de faire actuellement.

Germaine Pivasset.

(1) Voir T.S. du 14 mai (n° 286).

**PROCHAINEMENT :
QUE PEUT-ON FAIRE ?**

1980 : LE GRAND RENDEZ-VOUS

« 1980 sera le grand rendez-vous des pays normalement équipés avec le sous-développement et la faim du Tiers Monde révolutionnaire. » (René Dumont, Pourquoi la Chine fait-elle sa bombe ?)

**L'opinion publique
et la coopération**

L'aide aux pays sous-développés est-elle impopulaire ? Si l'on en juge par l'attitude des partis traditionnels en Europe, de l'extrême-droite aux socialistes bon teint, on serait tenté de répondre par l'affirmative. En France, certains récents débats parlementaires nous ont donné quelques échantillons assez significatifs de notre représentation politique. Quant

au public, on le place dans le camp des partisans de l'aide ou de ses adversaires selon ses craintes ou ses espoirs. Qu'en est-il exactement ? Un expert de l'O.C.D.E., Goran Ohlin, apporte une réponse fort bien documentée dans son chapitre sur « l'Opinion publique et l'aide extérieure » (1).

73 p. 100 des Français favorables

La France occupe une place de choix dans le rapport de l'O.C.D.E. Il est vrai qu'on dispose d'un nombre appréciable d'études réalisées sur ce problème à l'initiative du ministère de la coopération. A la question posée en 1960 par l'I.F.O.P. pour savoir si l'on approuvait l'aide « financière » aux colonies accédant à l'indépendance, on avait obtenu :

Oui : 29 % — Non : 36 %.

En 1962, à la question « la France doit-elle aider les pays africains francophones ? » (auxquels la majeure partie de l'aide française était

Les réformes que l'on attend

Au risque de décourager G. Ohlin, il faut peut-être tenir compte d'une propension qu'ont certains régimes et leurs instituts de sondage attitrés à poser des questions qui amènent trop souvent les réponses attendues. Cette attitude est assez bien illustrée en France avec les gaullistes et l'I.F.O.P. Le procédé est classique. Du genre : « Les problèmes du Tiers Monde me préoccupent. Ils nous concernent directement. Etes-vous prêt à les assumer ou non ? » Peut-être payante sur le plan de la propagande, cette approche n'a parfois qu'un lointain rapport avec la simple information. Si plus de 3 Français sur 4 sont vraiment favorables à la coopération, alors Mitterrand a voté les accords pétroliers franco-algériens et Raymond Cartier cherche un emploi.

Nous suivons, par contre, plus volontiers l'analyse de cette enquête qui fait apparaître différentes réactions selon l'âge ou la profession des interviewés. Car dans un cadre identique de références le moindre écart d'appréciation prend alors toute sa

L'Europe et l'aide à l'étranger

Un Gallup international sur « l'Opinion publique et l'Europe des Six » (3) comportait une question, étudiée par G. Ohlin, qui abordait le problème de l'aide aux Etats africains. Apparemment, seuls les Hollandais montraient quelque enthousiasme dans ce domaine, Français,

Belges et Luxembourgeois s'affirmant nettement hostiles, tandis que les Allemands et les Italiens étaient partagés. C'est là, observe l'expert, un phénomène qui tranche curieusement avec l'attitude observée par la France et la Belgique en faveur d'une participation des partenaires

européens à l'effort d'aide à l'égard de leurs anciennes colonies ». Phénomène, aurait-il pu ajouter, qui tran-

che avec les pourcentages précédents en ce qui concerne la France. Qu'on en juge par ce tableau.

Pour aider les pays africains (en %)

	Allemag.	Belgique	France	Italie	Luxemb.	P.-Bas	Moyenne
Pour	38	29	26	30	13	65	35
Contre	35	53	56	34	54	24	40
Sans répons.	27	18	18	36	33	11	25

On lit bien 26 % de Français favorables, 56 % défavorables à l'aide aux Etats africains.

d'Afrique et d'Amérique latine ? On obtenait :

Oui : 46 % — Non : 38 %

Une fois de plus, on relève, grâce à cette enquête, que les jeunes et les intellectuels sont nettement plus favorables à la coopération. Il n'empêche que le pourcentage global des partisans de l'aide est plutôt en diminution dans l'Allemagne de l'Ouest. A la question : « Etes-vous pour ou contre la fourniture d'une aide financière aux pays moins développés d'Afrique et d'Asie ? » Les réponses ont évolué comme suit :

Les jeunes et les intellectuels

Plusieurs sondages ont également été effectués en Allemagne de l'Ouest, notamment par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach. En 1963, à la question : « Estimez-vous que la République Fédérale a raison de participer à l'effort entrepris par les industriels pour aider les pays en voie de développement d'Asie,

	Octobre 1959	Juillet 1960	Juin 1962	Juillet 1963	Nov. 1963
Pour	62	64	46	51	47
Contre	17	15	29	25	27
Sans opinion .	21	21	25	24	26

On observe la même progression au Danemark, note G. Ohlin. La question de l'Institut danois de l'Opinion publique portait, il est vrai cette fois, sur « l'opportunité d'affecter à cette aide un montant de ressources égal à 1 % du revenu national du Danemark. » A cette question, les interviewés ont répondu :

	1960	1962	1965
Pour	48	36	40
Contre ...	14	35	30
Sans opinion .	38	29	30

Enfin au Canada, où les parlementaires sont apparemment la fine fleur du pays, une enquête, réalisée par l'Institut canadien de recherches pour la Paix, fait apparaître que 73 % des éléments d'un groupe témoin composé de dirigeants politiques pris dans tous les partis se sont déclarés en faveur d'un accroissement de l'aide à l'étranger. 12 % seulement du public, par contre, a pris cette position, deux fois plus réclamant une réduction de l'aide.

	Supér.	Infér.	Egal	N.S.P.	(6)
Aide aux personnes âgées	70	3	23	4	34
Enseignement	60	7	25	8	41
Défense nationale	47	6	34	13	30
Exploration de l'espace .	26	32	28	14	14
Aide à l'étranger	7	53	28	12	2

Ainsi coopération et exploration de l'espace apparaissent confondues dans une même réserve. N'est-ce point parce qu'elles participent d'une dimension commune de l'esprit selon qu'on est tourné, ou non, vers le monde extérieur ? On peut se demander, à ce propos, si un René Dumont est pertinent lorsque, selon sa célèbre formule, il somme les grandes puissances de ce monde à choisir entre « la Lune ou la faim ».

Coopérer ? Pourquoi ?

Bref, il semble, grossièrement, que le principe de l'aide aux pays sous-développés soit plutôt en faveur dans le public américain et chez les jeunes et les intellectuels européens. Toutefois, dans ce domaine, les Hollandais se placent nettement en tête, tandis que dans le reste de l'Europe les autres pays, pris dans leur ensemble, sont, au mieux, très partagés. Nous n'avons malheureusement, sur les pays de l'Est, que des informations de doctrine officielle : celles de l'U.R.S.S. et de la Chine populaire, fâcheusement confondues dans le rapport de l'O.C.D.E.

La conclusion est mieux amenée par Goran Ohlin lorsqu'il demande,

La Lune ou la faim ?

Aux Etats-Unis cependant, les sondages de l'Institut Gallup indiquent une légère progression des personnes favorables à l'aide aux pays tiers. Ces supporteurs étant d'ailleurs largement majoritaires par rapport aux autres. Mais contrairement à la France, par exemple, ce sont des individus à faible revenu qui sont les plus partisans de l'aide (moins de 3.000 dollars par an de revenu).

	1958	1963
Pour	51	58
Contre	33	30
Sans opinion .	16	12

Il est vrai que le poste de l'aide à l'étranger, comparé à d'autres domaines d'investissement arrive bon dernier dans l'esprit du contribuable (4) dont on admirera la prudence lorsqu'on lui fait faire la relation entre son portefeuille et son idéal.

Le gouvernement devrait dépenser un montant (5) :

propos du concept de la coopération : « Qui s'agit-il d'aider ? Pourquoi ? De quelle façon ? Ces distinctions ne laissent apparemment pas indifférente la population des pays occidentaux et pourtant elles sont souvent négligées lorsque la question de l'aide à l'étranger est posée isolément... »

Une politique raisonnable d'aide peut être dictée par des considérations très variées allant d'un complexe de culpabilité de nature coloniale et raciale ou du souci de l'équilibre international à la perspective d'avantages économiques futurs, sans oublier le sentiment profondément ressenti de la fraternité humaine en face de la souffrance et de la misère.

Jean HELMS.

(1) « Réévaluation des politiques d'aide à l'étranger », O.C.D.E. 1966.
(2) « Grenoble et le Tiers Monde », T.S. du 14-5-66.
(3) I.F.O.P., 1962.
(4) Mueller, « Public Attitudes », 1962, cité par G. Ohlin.
(5) Dans l'enquête sur la force de frappe réalisée par la Fédération de Paris du P.S.U. en mai 1963, un tableau analogue et éloquent, avait été proposé aux interviewés parisiens.
(6) Un montant supérieur même s'il fallait relever les impôts.

LIVRES

Un parti de la gauche : le P.S.U.

Agé de six années, le Parti Socialiste Unifié a déjà son histoire et son historien. L'ouvrage de Guy Nania (1), docteur ès sciences politiques, constitue un bilan assez complet de l'action menée jusqu'à ce jour par notre parti, une description précise de son fonctionnement et un rappel des faits essentiels qui ont marqué la vie du P.S.U.

Ainsi que le souligne dans sa préface Edouard Depreux, l'auteur a eu accès à toutes les archives du parti : « Guy Nania a pu consulter, en effet, nos fichiers, lire notre correspondance avec nos secrétaires fédéraux, nos secrétaires de section, de nombreux adhérents et sympathisants, des amis étrangers, compiler les travaux préparatoires de nos congrès et de nos conseils nationaux. Aucun aspect de nos discussions internes ne lui a été dissimulé.

« Il en a extrait une sorte de « Grandeur et servitude du P.S.U. », s'efforçant d'analyser, avec un talent et une probité intellectuelle auxquels il me plaît de rendre hommage, notre actif et notre passif, les difficultés que nous avons rencontrées sur notre route et les résultats que nous avons déjà obtenus. »

Les jugements qu'est amené à formuler Guy Nania ne sont inspirés ni par la complaisance ni par l'esprit de dénigrement systématique. L'absence du recul nécessaire à tout historien le conduit d'ailleurs à faire preuve d'une grande prudence. « Peut-être, écrit encore Depreux, n'a-t-il pas suffisamment mis en lumière ce fait que la crise, qui avait atteint son paroxysme lors du congrès d'Alfortville, a été surmontée par étapes successives et qu'à Gennevilliers, à la Pentecôte 1965, le P.S.U. a pris « un nouveau départ », entraînant une nouvelle vague d'adhésions et de réadhésions de militants que le traumatisme subi à Alfortville avait plus ou moins mis sur la touche. »

(1) « Un parti de la gauche : le P.S.U. ». Librairie Gedalge : 20 F.

Après Grenoble

Les membres du Comité d'initiative parleront :

Serge Mallet à Metz (mercredi 25 mai), à Besançon (vendredi 27 mai) et à Privas (vendredi 3 juin).

Gilles Martinet et Claude Gault (directeur adjoint de *Témoignage Chrétien*) à Limoges (vendredi 3 juin).

● Réunion à Paris

A la suite de la Rencontre socialiste de Grenoble et à l'invitation de la 6^e et de la 14^e section du P.S.U. ainsi que des groupes de Citoyen 60, une réunion publique s'est tenue 44, rue de Rennes, le 18 mai.

Au cours de cette séance, qui réunissait près de trois cents personnes, prirent la parole : Serge Mallet et Georges Servet, pour le P.S.U. ; Haluin, de Citoyen 60 ; Gau, de l'Union des Clubs pour le Regroupement de la gauche ; le Dr Salomon, du Débat Communiste, et Jeanson, de la C.F.D.T. Les orateurs insistèrent plus particulièrement sur la signification politique de la Rencontre et sur les principaux points soulevés à Grenoble : nationalisations, monnaie, relations internationales.

Leurs interventions ont situé l'effort qui avait été fait à Grenoble. Pour redonner sa chance au socialisme, il faut prendre une mesure plus exacte et plus concrète des difficultés auxquelles il se heurtera et préparer les moyens de les vaincre : pressions internationales facilitées par le maintien d'un fort courant d'échanges internationaux, difficultés monétaires, risques de bureaucratie dans l'appareil de l'Etat.

Ensuite un débat où participèrent de nombreux membres de l'assistance permit de préciser que la Rencontre avait été ouverte à tous ceux qui étaient soucieux de l'édification d'une société socialiste et fit apparaître la nécessité de poursuivre une recherche en commun.

Adeptes de la stasiologie, c'est-à-dire la branche de la science politique qui a pour but l'étude des partis (et dont Maurice Duverger a jeté les premiers jalons), l'auteur constate lui-même dans son introduction que « jusqu'à ce jour, le Parti Socialiste Unifié n'a pu forger un système d'idées achevé ».

Une des raisons réside sans doute dans la complexité des problèmes posés par l'évolution politique, économique et sociale à un parti qui se veut novateur. Une autre raison tient naturellement à la diversité d'origines de ses militants et de ses fondateurs, diversité que montre bien l'auteur dans la première partie de son livre intitulée « Filiation ».

Guy Nania étudie, en effet, « l'essor des Nouvelles Gauches » — après les expériences éphémères du R.D.R. et du premier P.S.U. — par la fondation du M.L.P. et de la Nouvelle Gauche qui, avec la majorité de la Jeune République, devaient fusionner en 1957 au sein de l'U.G.S. Le phénomène politique du mendésisme est également analysé, en particulier ses repercussions au sein du parti radical. La crise de la S.F.I.O., qui devait aboutir à une scission et à la constitution du P.S.A., est longuement décrite par l'auteur qui montre comment le débat engage à propos de l'Algérie devint « s'envenimer et dégénérer » jusqu'à la rupture intervenue à l'occasion du ralliement de la S.F.I.O. à de Gaulle.

Sont relatés ensuite la collaboration du P.S.A. et de l'U.G.S. avec d'autres hommes de gauche au sein de l'Union des Forces Démocratiques et les pourparlers qui se terminèrent en 1960 par la fusion, au sein du P.S.U., de l'Union de la Gauche Socialiste, de Tribune du Communisme et du Parti Socialiste Autonome (auquel avaient adhéré Pierre Mendès-France et ses amis du Centre d'Action Démocratique). Et, après avoir brossé les portraits vivants du militant P.S.A. et du militant U.G.S. — difficilement réductibles l'un et l'autre à un seul type — l'auteur conclut ainsi la première partie de son ouvrage : « ... Jusqu'en 1962, le facteur, et le seul, qui a maintenu la cohésion du P.S.U. a été l'opposition à la guerre d'Algérie. Celle-ci terminée, la crise éclatera au sein du parti, puis ce sera la reconversion, lente mais progressive. »

La seconde partie, intitulée « Anatomie », est consacrée à l'étude précise de la structure du parti, de la sociologie de ses membres (éclairée par de nombreux sondages et tableaux), des éléments de programme, de l'audience du P.S.U. mesurée par la place qui lui est accordée dans la presse et les résultats des consultations électorales.

Certaines remarques de Guy Nania sont intéressantes. En ce qui concerne, par exemple, le recrutement : « ...Le P.S.U. n'est pas un parti purement ouvrier, mais de la classe salariée. On peut le déplorer, et considérer que c'est un échec. On peut, au contraire, constater que le P.S.U. est le reflet de l'actuelle société industrielle, où les couches nouvelles — cadres, techniciens, enseignants, employés, pour la plupart syndicalistes — jouent le rôle autrefois dévolu à la classe ouvrière, dont la combativité tend à diminuer, et en conclure qu'il faut s'appuyer provisoirement sur elles, comme cela a été fait, en mars 1965, à Grenoble, sans négliger le rôle moteur que peut et doit assumer la classe ouvrière. »

Intéressants également sont les résultats des sondages concernant les cadres du P.S.U. : « ...Les cadres sont plus jeunes que les militants de base qui sont eux-mêmes plus jeunes que les militants des autres partis français. Alors que, dans ces derniers, ceux qui détiennent les postes sont les « anciens », au P.S.U. l'accès aux responsabilités est ouvert à tous : à la réflexion, cela ne doit pourtant pas nous étonner, car le parti n'a pas d'appareil administratif. »

Cependant ces éloges — si l'on veut — sont tempérés par des critiques non moins justes qui visent la place insuffisante faite aux femmes dans les organismes responsables (4 à 5 % des postes) et l'insuffisante osmose entre les élus du P.S.U. et le parti.

La troisième partie du livre, intitulée « Physiologie », traite de la vie interne du P.S.U., de la composition du C.P.N. et bureaux nationaux successifs, du jeu des tendances tel qu'il s'est manifesté à travers les congrès, de l'action (campagnes électorales, meetings, affiches, tracts, presse, rapports avec les autres partis), des ramifications (appartenance des membres du parti à des organisations telles que le C.N.A.L., l'Action Civique non violente, la Ligue des Droits de l'Homme, les clubs, les syndicats, etc.).

Si l'auteur souligne avec raison que le P.S.U. condamne la théorie du syndicat « courroie de transmission », il n'en est pas moins intéressant de noter que, selon son sondage portant sur 756 membres du parti, 56 % d'entre eux sont syndiqués, dont 22 % à la F.E.N., 12 % à la C.G.T., 9 % à la C.F.D.T., 5 % à F.O., 3 % à l'U.N.E.F., le reste étant réparti entre diverses organisations, la part du C.N.J.A. étant à peu près nulle malgré la sympathie dont il jouit à l'intérieur du P.S.U.

A propos du rôle joué par le jeu des tendances dans la crise qu'a traversée le parti en 1963, Guy Nania y voit « certains aspects positifs » : « ...Un parti est, dans les premières années de sa vie, nécessairement intraverti, la gravité de ses maladies infantiles peut donc lui être salutaire, dans la mesure où elle enrichit son expérience et lui permet de s'immuniser pour l'avenir ; c'est ce qui s'est produit dans le cas du P.S.U. en ce qui concerne les tendances : devant les méfaits produits par leur multiplication, les militants se sont efforcés, et ont réussi, à en réduire le nombre. »

Toutefois, pour comprendre les

“ La Nouvelle économique ”

de PREOBRJENSKI

Les discussions qui ont lieu en ce moment en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires sur la nature et les modalités de la planification socialiste sont la preuve vivante de l'échec de la planification autoritaire et bureaucratique imposée par Staline à partir de 1929. Elles mettent également en lumière la longue sclérose de la pensée marxiste dans ce domaine.

Par contraste, on redécouvre avec intérêt et même admiration la production des économistes soviétiques des années 1920. Certes, depuis lors, les techniques d'investigation économiques ont beaucoup progressé et il n'est pas niable que quelques-unes de leurs affirmations ont vieilli. Mais leur façon de poser les problèmes, leur hardiesse dans la démarche théorique donnent toujours une étonnante impression de fraîcheur. La parution en français de la *Nouvelle économique* de Préobrajenski (1) est une nouvelle occasion de s'en convaincre.

L'ouvrage de Préobrajenski n'a rien d'un traité universitaire ; il est né dans le feu de la polémique qui eut lieu en U.R.S.S. à propos des méthodes et des instruments économiques à employer pour assurer la survivance de l'Etat prolétarien dans un monde hostile. Il prend donc nettement parti (Préobrajenski fut un des membres les plus en vue de l'opposition de gauche), mais sans que cela nuise à la lucidité de l'exposé.

Le but premier de Préobrajenski n'était pas de faire une théorie pure de l'économie soviétique ou d'une économie planifiée, mais d'éclaircir théoriquement les contradictions et les tendances de développement d'une économie de transition entre le capitalisme et le socialisme, caractérisée par un bas niveau des forces productives. Il concevait l'économie soviétique comme le champ clos où s'affrontaient deux modèles de production : un mode de production socialiste embryonnaire et fragile, un mode de production marchand, prompt à alimenter les tendances pro-capitalistes. Dans un tel contexte, les nouveaux rapports de production ne pouvaient coexister pacifiquement avec les anciens. Ou bien ils s'imposaient peu à peu jusqu'à la victoire du mode de production socialiste, ou bien l'extension de la production et de l'échange des marchandises devait subordonner le secteur socialisé de l'économie à la dynamique du profit.

Pour faire face à la pression de la petite et de la grande production marchande, Préobrajenski préconisait une politique systématique de renfor-

contradictions qui se sont manifestées à l'intérieur du parti, il faudrait les replacer dans le contexte de l'évolution de la gauche en France.

Tel qu'il est, l'ouvrage de Guy Nania constitue une première mise au point et il expose même dans sa conclusion le dilemme devant lequel se trouve placé le P.S.U. : « Le P.S.U. est-il un « fossile », témoin d'un socialisme autrefois à la mode, à l'extrême-gauche de l'échiquier politique français, tel celui de Jean Jaurès ou celui de Jules Guesde, ou bien est-il un « germe » et annonce-t-il le socialisme de demain ? (...) Les membres du parti, en effet, bien que se référant fréquemment à l'un ou l'autre des auteurs cités ci-dessus, sont conscients qu'ils ne pourront pas trouver les réponses aux problèmes qu'ils ont posés dans les œuvres de ces éminents précurseurs. Ils savent surtout que la société socialiste à laquelle ils aspirent n'a existé nulle part. C'est pourquoi ou bien le P.S.U. est lui-même un précurseur, ou bien il ne sera rien... »

Le problème, ainsi posé, paraît un peu schématique. Et c'est sans doute la faiblesse fondamentale de l'ouvrage de Guy Nania, que de ne pas avoir relié, comme nous l'avons déjà souligné, les oppositions qui se sont manifestées ou se manifestent encore au P.S.U., aux oppositions qui se manifestent sur les mêmes points dans l'ensemble de la gauche.

C'est pourtant un aspect majeur du problème et c'est aussi l'une des originalités profondes de notre parti. De ce point de vue, l'histoire du P.S.U. reste à écrire.

Saluons cependant l'effort de Guy Nania et sa contribution.

M. C.

Le secteur socialiste, en particulier par un prélèvement constant sur la plus-value ou le surproduit du secteur privé de l'économie. Pour cela il proposait d'utiliser rationnellement le système fiscal, le commerce étatisé et une politique des échanges inégaux entre l'industrie socialisée et l'agriculture. L'économie marchande privée, pré-capitaliste et post-capitaliste, devant financer une grande partie du développement socialiste.

Toutefois, et son ouvrage peut être compris ainsi comme une critique anticipée de l'industrialisation à la mode stalinienne, il n'était pas du tout partisan de la collectivisation forcée des exploitations agricoles ou de soutenir aux paysans la majeure partie de leur surproduit en ne leur laissant que le strict minimum pour subsister. Il pensait au contraire que l'industrie socialiste devait se préoccuper de fournir peu à peu à la campagne des produits industriels nécessaires pour la sortir de son arriération. Il pensait également que l'Etat prolétarien avait à encourager systématiquement l'organisation des coopératives de production agricoles, au besoin en leur accordant un soutien fiscal et financier mais toujours en ayant bien présent à l'esprit que la simple coercition ne pouvait suffire à convaincre les paysans de la supériorité des nouveaux rapports de production.

Cette idée est d'ailleurs un peu la tonalité dominante de l'ouvrage : le socialisme ne vaincra que s'il aboutit à changer les hommes en les insérant dans des rapports de production supérieurs. Qui dira qu'elle n'est pas toujours d'actualité aujourd'hui ? Préobrajenski est toujours notre frère dans le combat.

J.-M. Vincent.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

(1) E.D.I., 29, rue Descartes, Paris. Prix : 17,60 F.

THÉÂTRE

Un chef-d'œuvre à Saint-Denis

Allemagne 1919, un groupe de « spartakistes » à la veille du peloton d'exécution.

Grâce des vainqueurs. Le groupe éclate : l'un des révolutionnaires deviendra ministre « social-démocrate » ; un autre, Karl Thomas, sera interné huit ans durant dans un asile d'aliénés. Karl Thomas, personnage central, personnage pivot, sort de son retranchement du monde, l'Histoire a roulé, a tourné. Karl Tho-

charge jamais de la lourdeur propre à ce genre de propos. Le dialogue serpente comme un ruisseau de vie, charriant éclats, finesse, un courant palpitant.

La mise en scène de José Valverde, le comportement de la troupe, la qualité des acteurs, l'intérêt des décors et des costumes, bien que tempéré par la limite des moyens matériels, permettent à la représentation d'atteindre l'un des plus hauts sommets



MARC DE GEORGI et E. CIANE MIRA
Densité, romantisme, finesse...

mas, à quelques nuances près, reflète des réflexes de l'auteur, ne saisit plus le cours des choses, Weimar triomphe dans le sillage d'un capitalisme ascendant, mais derrière s'aiguise le temps des longs couteaux, nationalisme et nazisme grossissent à vue d'œil. Kilmann, le transfuge social-démocrate, mourra abattu, effectivement par un nazi, en intention sous les balles fictives de Karl Thomas. Ambiguïtés de l'Histoire, Karl Thomas est un traître aux yeux des spartakistes d'hier, mais il est un fourrier du « bolchévisme » aux yeux des nationalistes.

Ce qui me paraît remarquable dans l'œuvre d'Ernst Toller (1), c'est que la situation dramatique colle intimement à la situation historique, sans aucune concession à l'esprit du théâtre à thèses, sans aucun coup de pouce extérieur. Rarement une pièce engagée, directement politique, aura transpiré à ce point des nuances de l'Histoire et de sa densité. Bien plus, autour de l'axe de progression, les personnages vivent et se télescopent, dotés d'une existence autonome, fouillée comme on peut en créer par l'univers du roman. Pas un instant vous ne savez ce qui va se passer le moment suivant, l'auteur ne se confond pas avec Dieu et il laisse courir une interrogation anxieuse à travers une matière vivante qui est, à n'en pas douter, l'interrogation exigeante et incertaine d'une âme que la politique ne ravale pas au rang de schéma. En ce sens, je ne crois pas que Toller préfigure Brecht, pétri lui de didactisme, mais heureusement d'un didactisme complexe et profond.

L'œuvre de Toller est d'une richesse assez incroyable en ces temps de vaches manichéistes. On y retrouve les échos du théâtre allemand du dix-neuvième siècle qui se mêlent à l'expressionnisme des années d'après-guerre, et qui interfèrent avec la nouvelle diffusion des découvertes de la psychanalyse. A noter également que le dialogue qui renvoie constamment à une réflexion historique ne se

de la saison 1965-1966. Il est intéressant de constater qu'à côté du travail de G. Garran à Aubervilliers, celui de Valverde à Saint-Denis propose une dramaturgie motivée par des préoccupations identiques mais qui s'incarne selon une personnalité et une sensibilité différentes. La vision de Valverde s'écarte de celle de Garran, ce qui prouve en passant la richesse du théâtre qui se fabrique en banlieue. Là où peut-être Garran est plus volontiers démonstratif et parfois légèrement abstrait (les pièces qu'il choisit, sont également plus abstraites), Valverde se veut plus proche du réalisme et de l'expressionnisme, qui frisent à l'occasion la truculence, l'humour ou le romantisme.

Comme Garran, Valverde sait choisir ses acteurs. Le théâtre populaire, le théâtre de troupe n'exclut pas la mise en évidence de « vedettes », mais de vedettes d'un nouveau genre. Il y a là un choix souvent très juste de l'individualité. Les « vedettes » n'écrasent pas le reste de la représentation, mais on ne sombre pas pour autant dans l'anonymat qui serait le propre d'un théâtre engagé. Chez Garran, on songe à Claude Dauphin, à Pierre Dac ; chez Valverde, il faut citer fortement le nom de Marc de Georgi. Sa création dans « Hop là ! Nous vivons ! » est de tout premier plan. La densité, le romantisme, le détail, la finesse, la révolte, la poésie même du personnage de Karl Thomas prennent une dimension qu'on n'oubliera pas de sitôt grâce à cet acteur de très grande classe !

Le spectacle du Théâtre Saint-Denis sera terminé lorsque cette critique paraîtra ; puisse une reprise prochaine permettre à un large public de se familiariser avec un authentique chef-d'œuvre !

Claude Glayman.

(1) « Hop là ! Nous vivons ! », d'Ernst Toller, mise en scène de José Valverde, au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (tél. CHE 00-59).
Le texte de « Hop là ! Nous vivons ! » est paru aux Éditions Français Réunis.

VARIÉTÉS

La guerre n'est pas finie

Au cours d'une récente émission télévisée, le « Sacha Show », notre ex-idole nationale s'en est pris à ses dangereux rivaux, les Folk-singers ou chanteurs de Folk-Songs comme Pete Seeger, Bob Dylan, Joan Baez et autres Judy Collins.

Johnny Hallyday proteste donc avec véhémence lui aussi ; non pas contre la bombe atomique, la faim dans le monde ou la guerre au Vietnam, mais contre ceux qui, utilisant la scène et la chanson comme moyens d'expression, ont décidé de témoigner sur le sort injuste des misérables populations concernées par la folie des hommes.

Que leur reproche-t-il exactement ? Tout bêtement de vouloir être des protestataires « aux cheveux longs en chantant, les bras croisés, assis sur leur derrière ».

Evidemment, pour celui qui fut l'un des meilleurs « public-relations » de M. Messmer, ministre des Armées gaullistes, il est difficile de changer de genre. Mais ce dont on peut se féliciter, c'est que, pour une fois, Johnny se décide à prendre parti. On peut ne pas être d'accord — et c'est notre cas — mais au moins la polémique est-elle ouverte.

Elle va pouvoir se poursuivre avec l'arrivée prochaine à Paris de Bob Dylan, le grand maître du genre dont Hugues Aufray a popularisé les grands thèmes (1).

A travers ce personnage assez fabuleux, il faut bien le dire, dont on entretient à plaisir l'image du bohème, du vagabond saisissant tous les moyens de lutter contre la société qui lui accorde son succès actuel, il ne faut pas forcément voir un militant ou un « prophète nouvelle vague ».

Dylan est né à Duluth, le 24 mai 1941, et a grandi à Hibbing, Minnesota, une petite ville minière près de la frontière canadienne. Il ne parle pas de ses parents. Comme eux, la ville n'était ni riche, ni pauvre, mais c'était « une ville en train de mourir ». Il se sauve sept fois de chez ses parents : à dix ans, à douze ans, à treize ans, à quinze ans, à quinze ans et demi, à dix-sept ans et à dix-huit ans. Il voyage à travers les Etats-Unis : Dakota du Sud, Kansas, Nouveau-Mexique, Californie. A dix ans, il apprend la guitare. A quinze ans, il écrit sa première chanson dédiée à Brigitte Bardot. Au printemps de 1960, Dylan entre à l'Université de Minneapolis. Il y reste un peu moins de six mois.

Pendant l'été de 1960, il fait partie d'un groupe de chanteurs qui se produit dans un « Coffee House » près de l'Université. Avant son arrivée à l'Université, il avait été fortement influencé par des interprètes noirs tels que Leadbelly et Big Joe Williams (à 12 ans, il avait rencontré celui-ci pendant une de ses fugues). Puis il devint fortement impressionné par l'œuvre de Woody Guthrie. A l'automne, en 1960, Dylan quitte l'Université pour aller visiter Guthrie, malade dans un hôpital du New-Jersey. Il passe l'hiver à New York. C'est une période très difficile pour Dylan. Il en parle dans « Talkin New York ». Il a souvent dormi dans le métro, mais assez vite il commence à avoir des engagements. En 1961, il signe un contrat avec les disques Columbia.

« Je ne suis pas porteur de message », dit-il souvent. « Je ne traduis en chansons que ce que je ressens profondément » ; il faut avouer qu'il y a là une certaine prise de conscience de la réalité de l'Amérique d'aujourd'hui. Ainsi la chanson « With God on our side » devient un implacable examen de conscience.

*La guerre hispano-américaine
S'est un jour terminée.
La guerre de Sécession
N'a guère duré.
Et l'on m'a fait apprendre par cœur
Le nom de ces héros
Qui avaient le revolver au poing
Et Dieu dans leur camp.*

*La Seconde Guerre mondiale
Ne dura que quatre ans.
Nous pardonnâmes aux Allemands.
Et ils devinrent même nos amis,
Bien qu'ils aient anéanti
Six millions d'hommes dans leurs
[fours.*

*Les Allemands, eux aussi,
Ont maintenant Dieu dans leur camp.*

*Je dois à présent haïr les Russes
De tout mon cœur, de toute mon âme.
Si une autre guerre survient,
Ce seront eux nos ennemis.
Il faut les détester et les fuir,
Se protéger et s'armer,
Et accepter tout cela avec courage.
Nous avons Dieu dans notre camp.*

Il sera difficile de pouvoir assister à la prestation de Dylan à Paris ; mais ces disques sont vendus en France, distribués par la firme C.B.S.

Stephan Pillet.

L'ALBUM STENDHAL DE LA PLEIADE EST OFFERT GRATUITEMENT
pendant 15 jours à tout acheteur de 3 volumes de La Pléiade par la LIBRAIRIE PILOTE
22, rue de Grenelle Paris 7^e

LA PLEIADE

L'éloge de La Pléiade n'est plus à faire : chacun reconnaît que c'est la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse, la seule où les classiques d'aujourd'hui : Claudel, Gide, Proust, Saint-Exupéry, Camus, figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Moins connus, parce qu'un seul album est édité chaque année, hors commerce et à tirage limité, sont les ALBUMS DE LA PLEIADE, ravissants volumes qui ont l'aspect extérieur des volumes de La Pléiade, (même format, même reliure pleine peau souple) ; chacun comporte une biographie et une iconographie complète (plusieurs centaines d'illustrations) d'un grand écrivain. Ces albums étant extrêmement recherchés par les collectionneurs, ne manquez pas cette année l'ALBUM STENDHAL dont la Librairie PILOTE s'est réservée 1000 exemplaires dont elle offrira gracieusement un exemplaire aux 1000 premières personnes qui lui commanderont dans les prochains 15 jours au moins 3 volumes quelconques de La Pléiade (les acheteurs d'au moins 5 volumes bénéficieront en outre du crédit gratuit). Hâtez-vous donc de réserver votre ALBUM STENDHAL en nous adressant d'urgence le bon ci-dessous.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle Paris 7^e. (valable pour la France métropolitaine)
Veuillez me réserver à titre gratuit un ALBUM STENDHAL et m'adresser un catalogue de LA PLEIADE que je vous renverrai dans les 8 jours en vous commandant un minimum de 3 volumes.
Si je vous commande 5 volumes, je pourrai bénéficier en outre du crédit gratuit.

Nom..... Prof.....
Adresse.....
..... Tél.....
N° CCP ou bancaire..... Banque.....
..... Signature : T.S. 5-4

L'APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD

Sl par mon combat, disait l'avocat blanc Bram Fischer, avant d'être condamné à la prison à vie, je parviens seulement à amener quelques hommes à juger et à condamner la politique aveugle qui est actuellement menée, je n'aurai aucun regret des poursuites dont je suis l'objet. Si tout ce système, insupportable, n'est pas changé, il aboutira à une catastrophe, et la guerre civile sera inévitable. »

Cette déclaration doit être rapprochée de l'information selon laquelle la France est devenue un des principaux fournisseurs d'armes du gouvernement de Pretoria.

La paix est menacée dans le sud de l'Afrique; une minorité oppresse tout un peuple: la France se prétend amie des pays du tiers monde, mais soutient l'opresseur. Qui, dans ce pays, s'en soucie?

Certes, l'Afrique du Sud est un des pays les plus riches du monde, fournisseur d'or, d'uranium, de diamant, et les grandes sociétés internationales ou françaises — dans une économie de concurrence et de profit — tirent naturellement avantage du boycott de certains pays comme des conditions de vie faites aux millions de Noirs des « réserves » ou déportés de l'Angola, de Mozambique ou de la Rhodésie, mais on est stupéfait d'entendre le délégué de la France à l'O.N.U. condamner le racisme puis justifier la politique française par son souci « de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays ».

Tout récemment encore, des commandes de plusieurs milliards d'engins « sol-air » français, d'hélicoptères, d'avions de reconnaissance, d'engins blindés ont été passées en France par le ministre de la Défense, M. Fouché, venu spécialement à Paris.

Toute l'Afrique, tout le tiers monde regardent ces tractations, manipulées dans le secret.

Qui, dans ce pays, s'en soucie?

Achkar Marof, président du Comité spécial chargé par l'Assemblée générale

par Jean-Jacques de FELICE

Secrétaire du Comité de liaison contre l'apartheid en Afrique du Sud

des Nations unies d'étudier la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain, déclarait, il y a quelques mois :

« Les Nations unies ont solennellement demandé aux Etats de mettre fin à l'assistance militaire à l'Afrique du Sud. A la réunion de l'O.U.A. qui s'est tenue récemment à Nairobi, l'Afrique a indiqué clairement que les fournitures d'armes ou l'assistance militaire à l'Afrique du Sud sont désormais considérées comme une agression dirigée contre l'Afrique tout entière...

« Je suis particulièrement peiné et choqué par l'attitude du gouvernement français qui est investi d'une grave et solennelle responsabilité en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité. Avec son expérience du racisme nazi, la France devrait comprendre la position des peuples africains; elle devrait comprendre que le renforcement de la puissance militaire des racistes sud-africains, parmi lesquels se trouvent beaucoup de nazis, est une menace pour l'Afrique tout entière, et que les peuples africains ont le droit de se protéger contre cette menace à leur honneur, à leur dignité et à leur existence. Nous avons pensé que la France avait renoncé à l'aventure colonialiste et choisi de rechercher l'amitié des peuples d'Afrique et d'Asie. Nous disons à la France qu'il est vain de nous

tendre une main amicale pendant que, de l'autre, elle fournit des fusils aux racistes sud-africains... »

Qui, dans ce pays, se soucie de ces paroles?

N'est-ce pas M. Schmittlein, député U.N.R., vice-président de l'Assemblée nationale et président du groupe parlementaire France-Afrique du Sud qui déclarait à son arrivée à Johannesburg, en avril 1965: « La France continuera à fournir des armes à l'Afrique du Sud et resserrera ses liens commerciaux et culturels (sic) avec ce pays... La France peut ne pas être d'accord avec tous les aspects de la politique de l'Afrique du Sud, mais elle ne peut concéder aux autres pays le droit de prendre des mesures punitives pour obliger l'Afrique du Sud à changer sa politique. Le général de Gaulle a mis l'accent sur le fait que chaque pays a le droit d'avoir le gouvernement qu'il a choisi » (sic).

Quand on sait que 12 millions d'hommes de couleur subissent là-bas une loi inhumaine imposée par 3 millions de Blancs, ces affirmations ne manquent pas de saveur.

Au moment où la gauche française, plutôt que de division, a besoin de vrais combats, notre Comité lui propose celui-là. Il est plus exaltant, plus juste et plus nécessaire que certaines querelles...

Le Comité organise le 15 juin 1966, à 20 h 30, 17, rue de l'Arre, Paris-15^e, un débat sur l'apartheid, avec présentation d'un film et de documents sonores.

Pour tous renseignements et documents sur l'Afrique du Sud: Secrétariat, Mme Mathiot, 63, rue du Colonel-Fabien, ALE. 08-62.